

SEANCES DU SAMEDI 20 DECEMBRE 1986
VERGADERINGEN VAN ZATERDAG 20 DECEMBER 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGE:

Page 556.

COMMUNICATION:

Page 556.

Cour d'arbitrage.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1987.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1987.

Interpellation jointe de M. A. Geens au Premier ministre sur « la conformité des récentes décisions du gouvernement à la déclaration gouvernementale et à l'accord de gouvernement ».

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Lepaffe, Cooreman, Gevenois, Valkeniers, Mme Rifflet-Knauer, M. Van In, Mme Truffaut, MM. De Kerpel, Minet, Eicher, Pataer, Somers, Mme Coorens, M. Mouton, p. 556.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 574.

PROJET DE LOI (Dépôt):

Page 574.

Projet de loi contenant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions pour l'année budgétaire 1986.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 556.

MEDEDELING:

Bladzijde 556.

Arbitragehof.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1987.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1987.

Toegevoegde interpellatie van de heer A. Geens tot de Eerste minister over « de conformiteit van de recente regeringsbeslissingen met de regeringsverklaring en het regeerakkoord ».

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heren Lepaffe, Cooremans, Gevenois, Valkeniers, mevrouw Rifflet-Knauer, de heer Van In, mevrouw Truffaut, de heren De Kerpel, Minet, Eicher, Pataer, Somers, mevrouw Coorens, de heer Mouton, blz. 556.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 574.

ONTWERP VAN WET (Indiening):

Bladzijde 574.

Ontwerp van wet houdende de begroting der Dotaties aan de Gemeenschappen en aan de Gewesten voor het begrotingsjaar 1986.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place du bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 5 m.

CONGE — VERLOF

Mme Van Puymbroeck, pour d'autres devoirs, demande d'excuser son absence à la réunion de cet après-midi.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Van Puymbroeck, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Cour d'arbitrage — Arbitragehof

M. le Président. — Par dépêche du 17 décembre 1986, le Cour d'arbitrage notifie au Sénat, en application de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage une copie d'un arrêt prononcé en cause de la question préjudicielle posée par le tribunal du travail de Courtrai, par jugement du 10 décembre 1985 en cause de Maurice Ronse contre la SPRL P. Frémineur & Fils.

Bij dienstbrief van 17 december 1986, notifieert het Arbitragehof aan de Senaat, in toepassing van de wet van 28 juni 1983 houdende de oprichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof, een afschrift van het arrest uitgesproken inzake de prejudiciële vraag gesteld door de arbeidsrechtbank te Kortrijk bij vonnis van 10 december 1985 in de zaak van Maurice Ronse tegen de PVBA P. Frémineur & Fils.

— Pris pour notification.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Reprise de la discussion générale

INTERPELLATION JOINTE DE M. A. GEENS AU PREMIER MINISTRE SUR «LA CONFORMITE DES RECENTES DECISIONS DU GOUVERNEMENT A LA DECLARATION GOUVERNEMENTALE ET A L'ACCORD DE GOUVERNEMENT»

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Hervatting van de algemene beraadslaging

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN DE HEER A. GEENS TOT DE EERSTE MINISTER OVER «DE CONFORMITEIT VAN DE RECENTE REGERINGSBESLISSINGEN MET DE REGERINGSVERKLARING EN HET REGEERAKKOORD»

M. le Président. — Nous reprenons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1987, auquel est jointe l'interpellation de M. André Geens.

Wij hervatten de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1987, waaraan de interpellatie van de heer André Geens is toegevoegd.

La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, une fois n'est pas coutume, monsieur le ministre, je vais commencer par vous faire un compliment car j'estime que ce budget des Voies et Moyens est déposé dans un délai raisonnable. Par contre, le mécontentement général résultant du non-dépôt de tous les autres budgets ne vous aura pas échappé et les condamnations exprimées à ce sujet lors des débats antérieurs demeurent évidemment entières.

Je ne vais pas me lancer dans un exposé économique approfondi car je crois qu'il est inutile de recommencer une seconde fois les mêmes débats, d'autant plus lorsqu'ils ont lieu le samedi avant Noël. Je me référerai donc purement et simplement à ce que M. Clerfayt vous a dit à la Chambre.

Cependant, il faut bien constater que, quelle que soit la façon dont on aborde le problème, un mécontentement général règne actuellement. L'Assemblée des villes et communes belges a très récemment exprimé, par la voix de tous ses mandataires et de tous ses administrateurs, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, son insatisfaction vis-à-vis des mesures prises et de l'habitude — de plus en plus nocive et généralisée — de l'Etat de se débarrasser de certaines charges fiscales en priant les Communautés, les Régions ou les communes de les supporter. De même, les enseignants ont, tout récemment, manifesté leur mécontentement. Ils sont d'ailleurs suivis — et même parfois précédés — par les recteurs des

universités qui ont dit clairement à quel point la recherche scientifique souffre dans notre pays. Par ailleurs, le secteur de la construction se plaint des entraves mises à son action. Je peux citer également les coups assenés à la masse de la population, notamment dans le domaine des crèches, des congés de maternité et des pensions.

Nous subissons toujours les effets d'une gestion à court terme, qui donne malheureusement l'impression d'être calculée au coup par coup. Aucune politique à moyen terme n'est apparemment envisagée. Nous ne constatons aucune cohérence dans les mesures prises et encore moins un espoir de simplification. Nous voyons simplement que l'Etat, tout en se dégageant en partie de ses responsabilités aux dépens des Communautés et des Régions, continue à augmenter la pression fiscale et parafiscale. A ce sujet, j'estime qu'avant d'entrer en fonction, le gouvernement a trompé l'opinion sur ses intentions réelles, qu'il continue dans cette voie et que les solutions trouvées sont de plus en plus désastreuses.

Je ne vous cache pas que mon souhait — puisqu'il s'agit du budget des Voies et Moyens et que les amendements présentés en faveur de Bruxelles ont à nouveau été rejetés en commission — est de parler surtout de cette ville, notamment à l'égard de nos collègues flamands.

En ce qui me concerne, je considère que les Flamands de Bruxelles ont exactement les mêmes droits et aussi les mêmes devoirs que ceux du reste du pays. J'estime que si Bruxelles est matraquée par le Fonds des communes, privée de droits de succession pour des motifs de plus en plus douteux, mise en difficulté dans les domaines les plus divers, cela concerne aussi bien les Flamands que les francophones qui y vivent. Je crois qu'il est peut-être temps d'aborder à nouveau ce problème. J'ai été surpris, en lisant le compte rendu des débats à la Chambre, de constater le nombre des amorces de dialogues, mais aussi la profondeur des fossés d'incompréhension. J'ai notamment entendu exprimer la volonté d'une égalité de traitement entre les deux communautés, ce qui constitue la clef de ce qu'on appelle « la coexistence pacifique » à Bruxelles. Je ne vous cache pas que je suis également un partisan de l'égalité, mais de celle qui doit exister entre les individus. Je crois que vous ne trouverez pas de solution pour Bruxelles si vous ne donnez pas à chaque Bruxellois ce à quoi il a droit, qu'il soit néerlandophone ou francophone. Je suis le premier à me rendre compte qu'étant donné que nous vivons dans un pays où le suffrage universel est en vigueur, cette solution n'est pas facile.

Dans un pays de suffrage universel les droits de chacun sont, en principe, identiques et je reconnais que, sur le plan communal, nous connaissons une série de difficultés. Dans ma commune, par exemple, à la suite des avant-dernières élections nous avons eu deux conseillers communaux néerlandophones. Il est certain que nous avons pu résoudre certains problèmes différemment, du fait qu'ils étaient présents et que nous pouvions dialoguer avec eux. Actuellement, nous n'avons plus de conseillers néerlandophones : c'est le résultat du suffrage universel. J'ai pourtant le sentiment que les néerlandophones, même s'ils n'ont pas de conseillers communaux, ont le droit d'être représentés et défendus quand il s'agit de leur culture et de leurs problèmes.

Je ne trouve cependant pas de solution parce que je suis partisan du suffrage universel et le seul remède qu'on puisse trouver consiste à confier à des fonctionnaires le soin de représenter des personnes qui n'ont pas été élues.

En tant que FDF et Bruxellois francophone, je serais prêt à envisager toute solution — et je l'ai souvent déclaré ailleurs que dans cette assemblée — si j'avais le sentiment qu'un enfant néerlandophone était lésé dans ma commune ou dans la Région bruxelloise, et je serais le premier à monter aux barricades pour le défendre. Mais j'ai le sentiment profond pour le moment que les enfants francophones de Bruxelles sont lésés, que les systèmes mis en place sont mauvais, que la culture francophone, eu égard aux subsides par individu, est défavorisée par rapport à la culture néerlandaise, par le biais de la commission de la Culture. J'estime qu'il faut trouver des solutions dans lesquelles il est tenu compte des droits de chacun et non pas des droits des communautés considérées globalement. Il est indispensable de trouver des solutions par lesquelles chacun pourra se défendre et être représenté valablement.

Toutes les mesures et les moyens de pression conduisant à une parité ou un pourcentage qui ne refléterait pas la réalité seront toujours l'objet d'un refus à Bruxelles, il faut le savoir.

Je sais qu'actuellement une partie de l'opinion bruxelloise est chloroformée par l'aspect dramatique des problèmes économiques, de l'emploi, du chômage. Une partie de ces problèmes découle également à Bruxelles des conditions dans lesquelles sont placées une série de services, sous un prétexte de bilinguisme qui est devenu totalement faux. Je pense au secteur postal où l'on engage énormément de néerlandophones qui ne

remplissent pas les conditions de bilinguisme voulues. J'ajoute qu'il est temps de se pencher dans ce secteur sur les services de plus en plus mauvais qui sont rendus, sur le fait qu'en raison de la diminution des tournées de distribution les petites et moyennes entreprises principalement sont placées dans des conditions absolument impensables. Ainsi, les recommandés sont distribués entre midi et une heure. Personnellement, je reçois, mon courrier vers 10 heures 30. Les petites entreprises ne peuvent travailler sérieusement dans de telles conditions.

Il est possible, et je le souhaite, d'arriver à un accord, mais il devra respecter strictement les droits de chacun. Le droit d'un francophone de Bruxelles est égal au droit d'un néerlandophone de Bruxelles, comme l'inverse est vrai. Une parité conduisant à diriger Bruxelles — comme certains le souhaitent — en accordant 50 p.c. de pouvoirs aux néerlandophones ne me paraît pas possible et ne le sera jamais. Si l'opinion s'est quelque peu écartée de ces problèmes actuellement, elle va y revenir très rapidement. L'exemple des Fourons mérite finalement d'être médité. Chacun sait que le problème des Fourons a été une erreur de départ, que la volonté populaire cherche à corriger depuis près d'un quart de siècle. Je crois qu'il sera indispensable de trouver des solutions pour les Fourons, pour Bruxelles, pour les francophones de la périphérie, parce que vous devez comprendre que cette capitale qui est enfermée, qui ne peut se développer ni s'étendre se trouve dans une situation qui n'existe dans aucun autre pays.

Si l'on trouve une formule dans laquelle chacun disposera de ses droits entiers mais rien que de ses droits, et ce à partir de l'individu, tous les accords seront possibles. Si l'on ne trouve pas cette formule, Bruxelles sera un jour un Fouron infiniment plus dangereux, infiniment moins vulnérable et possédant sans doute des moyens qu'on ne mesure pas. Nous irons alors vers une catastrophe pour tous ceux qui, ici, souhaitent éventuellement le maintien d'un Etat belge. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, de CVP-fractie benadert deze Rijksmiddelenbegroting met een positief kritische blik. Kritisch, omdat het Parlement de Rijksmiddelenbegroting voor 1986 pas in juli heeft goedgekeurd en tot op heden slechts enkele zeer schaarse begrotingen op tafel heeft gevonden. De uitgavenbegroting is echter één van de weinige middelen waarover het Parlement beschikt om het beleid van de regering te toetsen. Positief, omdat wij voor het eerst merken dat de regering haar wil in daden probeert om te zetten om het tekort van de rijksmiddelen te verminderen. Hoewel het niet mogelijk is dit tekort op een behoorlijk peil te brengen, doet de regering een bijzonder zware inspanning om het te verlagen. Wij hopen dat deze poging zal slagen omdat ze de basis is van een definitief herstel op lange termijn. Wij weten dat dit doel niet in één jaar kan worden bereikt, maar dat een gedogen inspanning van jaren zal zijn vereist, die bovendien de basis moet zijn van een werkelijk sociale politiek.

In dit verband feliciteren wij de regering met een aantal koninklijke besluiten die ze genomen heeft, onder meer de besluiten nrs. 402 en 403. Het koninklijk besluit nr. 402 sluit trouwens aan bij een voorstel van de CVP-senatoren en wij zijn blij dat dit thans effectief van toepassing is. De regering toont met deze besluiten aan dat ze haar wil in daden wil omzetten niet alleen door te besparen maar ook door uitgaven te verminderen die niet werkelijk noodzakelijk zijn.

Wij blijven echter kritisch nopens een aantal cijfers die worden vooropgesteld. Ik zal ze niet alle opnoemen. Eén ervan betreft de werkloosheid. Is de uitgave voor de werkloosheid niet een beetje te optimistisch geraamd? Valt niet te vrezen dat dit cijfer, indien de regering geen nieuwe maatregelen neemt om de tewerkstelling te stimuleren, wellicht hoger zal zijn?

Ook andere kosten doen vragen rijzen. De post inzake de solidariteitsbijdrage voor zelfstandigen vermeldt inkomsten van 8 miljard voor 1987. Op 22 september 1986 werd voor de jaren 1983, 1984, 1985 en dit deel van 1986 samen echter slechts 12 miljard ontvangen. Wij vragen ons derhalve af of de raming voor 1987 niet overschat is.

Een bijzonder zwaar element is het rentepeil. Het verheugt ons dat de rentelast van 403 miljard lager is dan de raming voor 1986. Het rentepeil is echter niet alleen een Belgisch fenomeen. Vandaag is er zelfs een heel lichte stijging van het rentepeil waar te nemen. Wij hopen dat deze trend zich niet doorzet maar dat integendeel het rentepeil daalt. Zulks hangt echter af van beslissingen die in andere landen, onder meer in Duitsland, worden genomen. Eén procent stijging van het rentepeil betekent voor België een extra-uitgave van 13 miljard. Zodra het rentepeil niet meer

beantwoordt aan de berekeningen van de regering, lopen wij onmiddellijk het gevaar dat deze uitgavenpost stijgt.

Voor een zekere vorm van debutgettering die niet van vandaag is, moet men onvermijdelijk oog hebben en is een inspanning noodzakelijk. Wij wijzen erop dat wij vandaag in ons land ongeveer 300 000 staatsgepensioneerden hebben. De gepensioneerde staatsambtenaren worden gewoon betaald door de Staat, volgens hun statuut dat wij vandaag niet ter sprake willen brengen. Zulks betekent een uitgave van 75,886 miljard. Tegenover 1986 is dit een verhoging van 2,432 miljard. Dit bedrag zal jaarlijks op deze wijze toenemen omdat het aantal gepensioneerde ambtenaren ook jaarlijks toeneemt. Het Rijk had twee jaar geleden officieel 884 000 ambtenaren in dienst. Dit brengt hoge lasten mee. Als vergelijking wens ik het volgende voorbeeld te geven. Indien de Staat — zoals de privé-nijverheid — jaarlijks een sociale bijdrage voor zijn werknemers moest betalen — wij nemen hetzelfde percentage als in de privé-nijverheid, namelijk 16,38 pct. — toegepast op een loonmassa van 800 miljard door de Staat uitbetaald, bekomen wij een uitgave van 130 miljard, die jaarlijks ten laste van de Staat komt. Het pensioenstelsel voor de ambtenaren komt zwaarder aan dan het privé-pensioenstelsel. Het is echter niet onze bedoeling dit hier aan te vechten, wat betekent dat met deze 130 miljard een gedeelte in het kader van repartitie zal mogen worden terugbetaald aan de personen die vandaag gepensionéerd zijn. Daardoor schuiven wij echter een schuld vooruit naar de toekomst. Op een dag zullen wij ervoor moeten zorgen hiervoor ofwel reserves aan te leggen, ofwel er een systeem voor te zoeken.

Gouverner, c'est prévoir. Wij brengen deze uitdrukking hier niet te berde om ze in de loop van 1987 werkelijk te wijzigen, doch wel opdat tijdig een oplossing zou worden gezocht.

Voorts is er de kwestie van de werkgelegenheid. Nochtans wensen wij eerst een punt aan te raken dat nogal gevoelig ligt bij de bevolking, alsook in politieke milieus. Wij constateren dat u, mijnheer de minister, en ook de minister van Begroting, geregeld verklaringen afleggen als zouden de belastingen moeten verlagen. U verklaart tevens dat men althans naar een belastinghervorming toe moet. Hiervoor wensen wij te waarschuwen. Een ieder is voorstander van een belastingverlaging. Mocht men hier vragen wie voorstander is van belastingverhoging, ben ik ervan overtuigd dat er niemand zou zijn. Allen zullen verklaren voor belastingverlaging te zijn. De vraag is echter of die belastingverlaging mogelijk is. Dat wij naar een belastinghervorming moeten, ligt voor de hand. Dienaangaande hebt u, mijnheer de minister, trouwens een commissie aangesteld. Graag zou ik het verloop van de werkzaamheden hiervan vernemen, zodat wij weten wanneer een eerste resultaat kan worden verwacht. Indien te veel over belastingverlaging wordt gesproken, worden bepaalde verwachtingen bij de bevolking opgewekt en zoals u weet bezorgen opgewekte verwachtingen die niet worden ingelost des te grotere ontgoochelingen.

De geschiedenis leert ons trouwens dat wij enkele jaren geleden reeds zo'n operatie hebben verricht. In 1980 werd de regering — bestaande uit een CVP-socialisten-coalitie — in deze Kamer in de minderheid gesteld. Er is dan een driedelige regering tot stand gekomen die toen de gewestvorming heeft goedgekeurd. De tol die men daarvoor heeft moeten betalen was een belastingverlaging voor een bepaalde categorie personen, in het technisch jargon bekend als «decumul» en «splitting». Die wet heeft de staatskas 20 miljard per jaar gekost voor 1979, 1980 en de daaropvolgende jaren. Indien de begroting toen in evenwicht ware geweest, zou zulks een vermindering van inkomsten hebben betekend. Er was toen echter reeds een tekort op de begroting.

Sinds 1979 zijn wij die twintig miljard elk jaar gaan lenen, op een bepaald ogenblik zelfs in het buitenland. Indien wij op die leningen 13 pct. intrest moeten betalen, dan kan men op basis van de tabellen van de samengestelde intrest berekenen dat wij na acht jaar een coëfficiënt bereiken van 2,65 en na negen jaar een coëfficiënt van 3. Wanneer men dus gaat lenen om interesten te betalen, dan moet men immers de berekening maken van de samengestelde interesten en dan is het duidelijk waar men terechtkomt.

Laten we dus bijzonder voorzichtig zijn wanneer wij spreken over belastingvermindering. Wij pleiten wel voor een doelgerichte belastingvermindering, wanneer er compensaties zijn voor de Schatkist of voor de werkgelegenheid. Een belastingvermindering die kan worden vertaald in het scheppen van werkgelegenheid, is ons inziens de beste investering.

In dat verband werd op 7 november jongstleden een vrij interessante studiedag georganiseerd door het Belgisch Instituut voor openbare financiën onder voorzitterschap van professor Van Rompuy. In een referaat maakte de heer De Corel een vergelijking tussen de staatsuitgaven in ons

land en in de Duitse Bondsrepubliek en Nederland. Hij legde toen echt de vinger op de wonde wanneer hij zegde dat door een ongedisciplineerd uitgavenbeleid en de sterke loonstijging van 1975 af de Belgische concurrentiekracht sterk werd verminderd, waardoor de Belgische frank onder druk kwam. Hij maakte een zeer boeiende vergelijking tussen de rentetarieven in de Duitse Bondsrepubliek en België. Indien België tussen 1975 en vandaag hetzelfde rentepercentage zou hebben behouden, zou dit een besparing van duizend miljard op de rijksschuld hebben betekend. Dit komt overeen met een rentelast van 80 miljard vandaag. Vermits wij bepaalde leningen aangegaan zijn tegen hogere tarieven, kan men ervan uitgaan dat dit zelfs een rentelast betekent van 90 à 100 miljard op een totale rentelast op de begroting van 400 miljard.

Er moet op dat vlak dus een zeer voorzichtig beleid worden gevoerd. Daarom is het de eenparige wens van onze fractie dat er meer specifieke aandacht zou worden besteed aan het probleem van de werkgelegenheid. Dit is niet zo eenvoudig. De regering heeft reeds een hele reeks maatregelen genomen, waarover wij ons verheugen. Zo heeft de regering in het kader van de fiscale wet van 4 augustus van dit jaar maatregelen genomen ter stimulering van de bouwsector en ter bevordering van de tewerkstelling van personeel in familieverband. Die maatregelen hebben een positief effect op de werkgelegenheid. Door de beslissing die gisteren op de Ministerraad werd genomen inzake pensioensparen, blijft het gespaarde kapitaal in België. Die maatregel zal een positieve weerslag hebben op het rentepercentage en zal een massa geld beschikbaar maken voor investeringen in ons land.

Genoemde maatregelen zijn alle zeer interessant, maar toch pleiten wij ervoor dat er op dat vlak nog meer zou gebeuren. Wij hebben dan ook een paar concrete voorstellen ter zake. Bij de sociale zekerheid blijft er een overschot te bestaan van meer dan tien miljard. Dit is bijzonder positief. Dit wil evenwel niet zeggen dat wij die tien miljard onmiddellijk moeten uitgeven of dat wij de tarieven moeten verlagen. In de regering die u heeft voorgezeten, mijnheer de minister, werd de Maribel-operatie uitgewerkt. Waarom zouden wij nu ook niet zo'n soort van doelgerichte operatie uitvoeren? Een algemene operatie schijnt op het ogenblik voor België niet haalbaar te zijn, omdat die zou leiden tot een zeer belangrijk verlies van inkomsten. Waarom bestaat er geen Maribel-operatie voor jongeren onder de 25 jaar? Zij moeten een kans krijgen. Zij maken een stageperiode door. De Belgische jongeren ontvangen een te hoog loon ten opzichte van de jongeren in de ons omringende landen. Een vorm van loonsverlaging is sociaal niet haalbaar; nochtans zou het een stimulerend zijn voor deze jongeren. Waarom de patroonsbijdrage niet vrijstellen voor tewerkstelling van jongeren in het eerste jaar na de studies? Dit zou een verlaging van de loonkosten voor het eerste jaar meebrengen. Van het tweede jaar af komen deze jongeren in het normale loonsregime terecht.

Er zijn ter zake wellicht nog andere suggesties mogelijk. Op de arbeidsmarkt zijn er nog ongeschoolden, mensen op oudere leeftijd, die we zeker niet mogen afschrijven. Zij kunnen wellicht een aantal nuttige taken verrichten maar spijtig genoeg is de loonkost te hoog. Misschien kunnen zij op een waardevolle manier in het arbeidsproces worden ingeschakeld. Aldus zal de werkloosheid verminderen en de koopkracht verbeteren. Er zullen meer inkomsten, hoewel verminderd, van de sociale zekerheid komen. Tenslotte zal zulke regeling ook een weerslag hebben op de belastingen. Creativiteit is geraden om kansen te bieden voor meer doelgerichte tewerkstelling en aldus de inkomsten en de uitgaven van de Staat weer in evenwicht te brengen. Op die wijze kunnen wij, in een laatste stadium, een belastingverlaging toepassen.

Tot slot pleiten wij ervoor dat niet steeds verder op sociale gelijkheid wordt aangestuurd. Gelijkheid ter zake bestaat niet en heeft nooit bestaan. Wij pleiten voor gelijke kansen om geboren te worden, voor gelijke kansen om als jonge kinderen binnen het gezinsverband een gezinsvriendelijke politiek te voeren. Kinderen van een kroostrijk gezin mogen niet worden benadeeld ten opzichte van andere kinderen. Dezelfde kansen voor alle kinderen, gelijke kansen in het onderwijs, dat is reeds lang waarheid geworden, maar nu moeten er ook nog gelijke kansen komen inzake werkgelegenheid. Dat is een eerste opdracht voor de Staat. Wij pleiten voor gelijke kansen om een huis te verwerven. In deze zin was zeer positief wat de regering heeft gedaan om de bouw te stimuleren. Er moeten ook zoveel mogelijk gelijke kansen worden geschapen om zieken, slachtoffers van een ongeval, oudere personen een vervangingsinkomen te bezorgen.

Wanneer wij allen samen een inspanning leveren om iedereen gelijke kansen te geven, dan kan onze gemeenschap menselijker worden, voor iedereen meer welzijn en voor de Staat meer evenwicht in de begroting brengen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gevenois.

M. Gevenois. — Monsieur le Président, je ne suis pas un très ancien parlementaire, mais depuis quatre ans, je croyais avoir vu beaucoup de choses ici. De manière assez naïve, je m'imaginai, voici encore quelques mois, qu'il n'était pas possible de discuter de l'avenir, alors qu'on n'est pas fixé sur son présent.

Sauf exception, les budgets de 1986 ne sont pas encore adoptés et déjà le gouvernement engage la discussion sur les recettes et les dépenses de 1987.

Bien sûr, nous savons tous ce que le gouvernement veut faire et les représentants de la majorité ont déjà accepté tout ce qui est proposé par le gouvernement. Dès lors, les ministres ne s'inquiètent pas de ce que les membres de l'opposition peuvent dire. Leur philosophie est faite! Quoiqu'elle dise, l'opposition ne peut avoir raison.

Et pourtant!

Lorsque j'ai réfléchi à ce que j'allais dire à cette tribune, conscient que, pour vous, cela avait vraiment peu d'importance, je me suis souvenu de ce que le Premier ministre avait déclaré lors de l'installation de son précédent gouvernement et qu'il avait répété à cette tribune, il y a un an: «Si nous voulons rétablir la situation financière du pays, et conserver la sécurité sociale telle que nous la connaissons, il importe de faire un effort.» Cet effort, avec méthode, persévérance et obstination, vous nous l'avez imposé pendant quatre ans et vous comptez nous l'imposer encore pendant le même temps. Nous n'étions pas opposés à cet effort, par principe, mais nous l'étions sur vos choix et je rappelle un des slogans de mon parti qui était: «Payer, oui! Mais pas pour rien.»

J'ai relu avec un intérêt particulier toutes les mesures que vous aviez prises dans le domaine de la sécurité sociale et j'y ai ajouté celles que vous devez encore prendre en fonction des décisions de Val-Duchesse. C'est impressionnant! Je n'ai pas l'intention de les commenter. Cela a déjà été fait à de nombreuses reprises et d'autres collègues se sont livrés à cet exercice, hier comme aujourd'hui.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que vous avez de la suite dans les idées! Mais c'est surtout indigeste pour ceux qui doivent avaler cette médecine. L'effort devrait être sollicité de toutes les couches de la population. On constate cependant que, proportionnellement, on exige plus des travailleurs actifs, de ceux qui espèrent le devenir, et de ceux qui l'ont été.

Prendre des mesures comme celles que vous avez prises envers les travailleurs ou les assurés sociaux, ce n'est pas difficile, dès lors que vous disposez de pouvoirs spéciaux. Il suffit de faire preuve d'imagination — les ministres en ont beaucoup! — et de bien calculer pour trouver les remèdes.

A cela, vous ajoutez un message qui crée le doute dans la population, et ainsi vous avez votre solution.

A l'égard de l'autre partie de la société, celle qui détient les moyens de la relance, vous êtes beaucoup plus modérés, vous mettez des formes et vous demandez peu. La lecture des revues de la FEB montre à quel point la politique actuelle s'inspire des souhaits exprimés par elle. Cette fédération se dit très satisfaite et n'émet que quelques regrets.

Ceux-là ont reçu explicitement la mission d'investir et de créer de l'emploi. Comment se sont-ils acquittés de leur tâche? Bien mal! Je crois que le mot n'est pas trop fort. Voilà cinq ans que, lorsqu'on discute de ce budget, le Premier ministre ou un membre du gouvernement nous annonce que ça va mieux sur le plan économique et que ça ira mieux ... demain. Mais quand on examine les chiffres, on est en droit de faire la moue, car ils ne sont pas réjouissants!

Je reprendrai volontiers les chiffres fournis par le ministre des Affaires sociales, car ils représentent mieux la situation au niveau du manque d'emplois dans ce pays que ceux fournis par le ministre du Travail qui, pour illustrer une situation, se limite à compter le nombre de chômeurs complets indemnisés. Le ministre des Affaires sociales admet 750 000 personnes sans travail, le ministre du Travail n'en reconnaît que moins de 500 000. La différence est assez significative.

Si M. Dehaene se réjouit que la destruction d'emplois soit arrêtée et que, depuis 1985, environ 20 000 emplois nouveaux aient été créés, son sourire aura dû se figer à la lecture d'un article paru récemment dans la presse et reprenant un avis du Conseil central de l'économie.

A l'unanimité, employeurs, syndicats, classes moyennes, agriculteurs et consommateurs ont estimé que le pessimisme était de rigueur et que le chômage se maintiendrait à un niveau très élevé au cours de la

période à venir, par l'effet cumulé des répressions de Val-Duchesse, de la proportion des investissements consacrée aux rationalisations — on en reparle! — ainsi que de la réduction du volume des investissements publics.

Depuis 1982, on clame partout que l'initiative industrielle doit être laissée au secteur privé et que l'Etat ne doit plus s'en occuper. Les résultats actuels prouvent que les initiatives sont insuffisantes mais, en outre, mal réparties.

Dans un article du 16 décembre, titré «Apocalypse now en Wallonie. Tous les indicateurs au rouge!», un journal explique les conclusions de l'étude de l'Ires et démontre que si, au Nord du pays et à Bruxelles, la situation s'améliore très légèrement, il en est tout autrement dans le Sud. L'effort est demandé à toute la population, mais les retombées économiques sont dirigées dans un seul sens.

J'ai déjà cité l'exemple de ma région — Mons, le Borinage —, lors de mon intervention dans les débats relatifs à la confirmation des arrêts royaux pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux, pour attirer votre attention sur la gêne et l'état de besoin qu'on y rencontrait de plus en plus. Je reprends cet exemple aujourd'hui, car il illustre parfaitement mon propos.

D'après les dernières statistiques reçues de l'Onem, avec les 25 383 chômeurs complets indemnisés, les taux de chômage par rapport à la population active, sont actuellement de 19,3 p.c. et de 29,5 p.c. du nombre des assurés contre le chômage. Ce sont, d'après ces statistiques les taux les plus élevés du pays. D'une année à l'autre, de 1985 à 1986, ils sont en hausse de 0,4 p.c. et de 0,8 p.c.

Quand on enregistre des taux aussi élevés, qu'on peut considérer comme des plafonds, on est en droit d'attendre une amélioration de la situation. Eh bien non, rien ne change, dans le bon sens évidemment, et la situation continue à se dégrader! Si nous ajoutons à cela les 7 350 travailleurs qui se déplacent vers Bruxelles, Anvers ou la côte, tous ceux qui le font en utilisant leurs propres moyens — et je me suis renseigné sur le nombre d'abonnements —, ainsi que tous ceux qui ne sont pas dans les conditions pour être indemnisés, nous considérons que le manque d'emplois est de l'ordre de 50 p.c. dans notre région. Où est donc cet effort que les industriels devaient réaliser?

Le chômage des jeunes est important puisque l'on compte 5 285 chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans auxquels il faut ajouter 2 222 demandeurs d'emploi en attente. Mais ce qui est plus grave et qui justifierait des mesures exceptionnelles, c'est le nombre de chômeurs complets indemnisés de 25 à 40 ans: 8 582, soit plus de 35 p.c. des chômeurs indemnisés. Ces derniers sont généralement engagés dans la vie; ils sont mariés, ont des enfants et des dettes. Vous vous rendez compte à quel point la situation économique de cette région peut être dégradée. Toute la population de cette région a contribué à l'effort général souhaité. Elle donne, mais elle ne reçoit rien.

Et pour remédier à cette situation, le gouvernement fait confiance au secteur privé, pour investir, pour entreprendre.

On s'occupe du sort des Limbourgeois, ce que je puis comprendre; on va devoir s'en occuper de plus en plus, semble-t-il. On plaint les Liégeois, à cause de Cockerill-Sambre. Nous, Borains, on ne nous plaint plus. On en a pris l'habitude. Nous appartenons au passé. Alors que nous avons été, avec d'autres régions, une vache à lait pour le pays tout entier, nous en sommes réduits à ne plus travailler ou à chercher nos moyens d'existence ailleurs. Certains prétendent qu'on nous punit parce que nos pères ont été trop turbulents; ils ont beaucoup revendiqué à la grande époque des charbonnages, non seulement pour améliorer leur sort, mais aussi celui de tous les travailleurs de l'époque, faisant alors preuve d'une solidarité dont beaucoup devraient s'inspirer actuellement.

Voilà une région qui s'appauvrit et on le sait, une région qui, progressivement, est désertée par sa population et c'est compréhensible. Que fait-on pour enrayer ce processus destructeur? Pratiquement rien.

L'exemple que je viens de citer est négatif. Il est peut-être, à vos yeux, outrancier, mais il indique bien que la politique préconisée par le gouvernement n'est pas capable de recréer même pas la prospérité, mais seulement l'indispensable.

Dans les discours de plusieurs ministres, nous pouvons retrouver régulièrement des déclarations comme celle-ci: «Il ne faut plus penser au plein emploi; cela est terminé.» Le gouvernement dit vouloir dynamiser le pays, mais en parlant ainsi, il tient un langage de battu. On ne crée plus d'emplois de manière à satisfaire tout le monde, mais on coupera en deux ceux qui existent. Il s'agit d'inventions nées de l'imagination de certains ministres.

Beaucoup de Belges, et surtout de Wallons, devront se contenter d'une demi-pomme, au lieu d'une pomme entière. J'admets que pour certains une demi-pomme suffira. Mais, pour la plupart, elle sera insuffisante. On utilise la politique de la demi-mesure dans la distribution de l'emploi, mais sur les 200 milliards d'économies que vous devez réaliser, 52 milliards seront à charge de la cellule sociale, soit environ 25 p.c. du total. Il ne s'agit plus de demi-mesures, et après tout ce que vous avez déjà retiré, imposé depuis 1982, vous allez dépasser les limites.

Le budget que vous défendez aujourd'hui sera accepté sans aucun doute, malgré notre opposition. Les jeux sont faits depuis longtemps. Je n'allongerai donc pas inutilement mon discours.

Si j'ai plaidé pour ma région, c'est parce que je l'aime et que je voudrais la voir prospère. Qu'on soit plus attentif à l'avenir aux problèmes régionaux tels qu'ils se présentent, tel est le vœu que je formule. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal het hier vandaag vooral hebben over de sociale zekerheid. Spijtig genoeg is minister Dehaene hier niet aanwezig, zodat ik minder de kans zal krijgen om de degens te kruisen.

Vooraf wil ik een pluim geven aan minister Gol die in de sector van de oorlogsinvaliden een, volgens mij, gezonde maatregel heeft genomen. Hij heeft de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden immers verplicht bij een raadpleging van de dokter deze raadpleging onmiddellijk te betalen. Het vroegere systeem waarbij in één keer vier, vijf, soms tien roze briefjes tegelijk werden uitgescheurd en waardoor het fonds werd opgelicht, wordt dus afgeschaft. Met deze gezonde maatregel kan ik alleen maar akkoord gaan.

Op het congres van de christelijke mutualiteiten te Luik heeft minister Dehaene gezegd dat het de hoogste tijd wordt dat voor de uitkeringsgerechtigden een rustpauze intreedt. Ik kom hierop nog terug in de loop van mijn uiteenzetting. Het is in België zo'n beetje een gewoonte geworden wanneer er ergens problemen rijzen, een manager uit het buitenland aan te trekken en die rijkelijk te betalen. Op het uiteindelijke resultaat moet men evenwel altijd wachten. In het begin van dit jaar heb ik een persconferentie gegeven. Ik heb toen gezegd dat minister Dehaene niet de Lech Walesa van de sociale zekerheid was. Ik denk nu dat hij nog veel minder de Gandois van de sociale zekerheid zal zijn. Nochtans wordt hij in bepaalde milieus voorgesteld als de man die het allemaal gaat oplossen. Spijtig genoeg moet ik vaststellen dat dit niet zo is.

Nu kom ik tot de begroting zelf. Op 1 januari 1981 had het Riziv een schuld van 172 miljard die door de Staat werd overgenomen. In 1985 is er opnieuw een deficit van 26 miljard. In 1986 komt daar nog 8,5 miljard bij en voor 1987 wordt het deficit geraamd op 14,4 miljard dat door de Staat zal worden aangezuiverd via het Fonds voor het evenwicht in de sociale zekerheid. Zulks wijst erop dat er principieel geen enkele sanering gebeurt. Alleen het principe van de communicerende vaten wordt toegepast: de deficits van de ene sector worden opgevuld met de overschotten van andere sectoren.

Men zegt dat minister Dehaene de tekorten in de OCMW-ziekenhuizen heeft gesaneerd. Toen ik in 1974 pas aantrad in de Kamer van volksvertegenwoordigers heb ik zijn voorganger, de heer De Saeger, gewaarschuwd en gezegd dat het heel ongezond was, tekorten van de OCMW-ziekenhuizen te verhalen op de gemeentelijke begroting. Het verlies moest eerst oplopen tot 7,1 miljard, vooraleer men er iets ging aan doen. Ik geloof niet dat de minister zelf deze pluim op zijn hoed mag steken, maar dat het eerder de gemeenten zelf en de OCMW-directies geweest zijn die zichzelf hebben gesaneerd.

Wat de artsopleiding betreft, ben ik het niet eens met de minister die meent dat ter zake niets moet worden gedaan. De professoren Clara en Bonte, die men niet onmiddellijk in de conservatieve hoek kan situeren, hebben in de maanden februari en maart hierover gezegd dat maatregelen dringend noodzakelijk waren.

Ik heb de minister vorige week donderdag nog een vraag gesteld over het indijken van het aantal zorgenverstrekkers. Hij heeft mij geantwoord dat hij, zoals steeds, zeer gelukkig is met zijn beleid ter zake. Sinds 1976-1977 is er reeds een daling van 33 pct. Er is dus één derde studenten minder. Uit de cijfers die onlangs zijn gepubliceerd blijkt evenwel dat er dit jaar in de eerste kandidatuur geneeskunde 50 à 100 studenten minder zijn dan vorig jaar, maar hoofdzakelijk minder buitenlanders. Dit betekent dat het aantal Belgische studenten stationair blijft. De cijfers van de minister zelf geven ook aan dat de overgang van de eerste naar de

tweede kandidatuur veel vlotter gebeurt dan ooit voordien. In bepaalde faculteiten zijn er zelfs slaagpercentages van 80 à 90 pct.

Wij betwijfelen of de minister veel succes zal hebben met een propagandacampagne die hij wil voeren, zoals dit gebeurde in 1982, 1983 en 1984. Ik denk dat de cijfers van dokter Vossen, die een opiniepeiling heeft gedaan bij de jonge Franstalige Brusselse artsen, veel indrukwekkender zijn. Uit zijn gegevens blijkt duidelijk in welke omstandigheden sommige jonge collega's een praktijk moeten uitoefenen en hoe ook in deze sector grote verdoken werkloosheid bestaat.

Ik kan de minister niet volgen wanneer hij zegt dat hij de tewerkstelling in de ziekenhuissector zal verhogen om iets aan het overaanbod van artsen te doen. Deze uitspraak gebeurde 2 of 3 dagen geleden.

In *De Standaard* en andere kranten van dezelfde strekking van 19 december staat een grote aankondiging, de minister heeft die waarschijnlijk ook gezien, uitgaande van Caritas verbond van verzorgingsinstellingen. Onder de titel «Een gelukkig 1987» zeggen zij aan hun bevriende minister, de heer Dehaene, dat het Sint-Annabesparingsplan en het cumulatief effect met de vele besparingen van het verleden, een bedreiging zijn voor de werkgelegenheid van honderden personeelsleden en medewerkers, en dat de minister zich er te makkelijk van afmaakt met toekomstvoorspiegelingen.

Het is essentieel dat een minister van Sociale Zaken en van Volksgezondheid zich ook met volksgezondheid moet bezighouden. Als wij constateren dat heel wat collega's, zoals in Brussel, één, twee of drie patiënten per dag zien, vormt dat een gevaar voor de volksgezondheid. Die collega's hebben te weinig ervaring. Ernstige gevallen zien zij niet. Vermits zij reeds weinig zieken hebben, sturen zij ze laat door. Er ontstaat dus een daling van de kwaliteit. Daar komt nog bij dat zij de weinige zieken die zij hebben overconsumptie opdringen waardoor de zieke neurosen krijgen. Men kan bijgevolg alleen maar negatief staan tegenover het feit dat er zoveel jonge dokters zijn met zo weinig praktijk en zo weinig praktijkervaring.

Er is ook een toename van een niet-ongevaarlijke alternatieve geneeskunde. Die term komt niet van mij, maar van professor Clara.

Dan zwijgen wij nog over een verspilling van gemeenschapsgelden voor een te dure en nutteloze opleiding.

Er is nog een *contradictio in terminis*.

Men beweert dat de kwaliteit moet worden verbeterd, hoewel ik duidelijk heb aangetoond dat ze vermindert, en dat de scholing moet worden verbeterd, waarbij men voortdurend de mond vol heeft over bijscholing, maar wat kan men bijscholen als de scholing nog niet eens voldoende is. Heeft de minister daarvoor een beleid, of is hij, zoals dat wordt genoemd in dezelfde krant van christelijke strekking, een keizerkoster die zich met alles bemoeit, en over alles zijn zeg wil hebben, zonder zich af te vragen waar hij naartoe gaat? De bijscholing is misschien niet zozeer uw specialiteit, mijnheer de minister. Volgens het systeem dat werd uitgevaardigd, neemt een dokter een jonge dokter bij zich en krijgt daarvoor een bepaalde vergoeding ofwel neemt een universiteitsprofessor of een dokter die zich meer geroepen voelt voor scholing, een tiental dokters onder zijn leiding om hen verder bij te scholen terwijl die jonge dokters echter geen patiënt over de vloer krijgen. Dit is de toestand waarin wij verzeild zijn geraakt door het gebrek aan moed van de huidige minister en van zijn voorgangers om te gelegener tijd de nodige maatregelen te nemen. Ik kan dit enkel betreuren, niet alleen voor de patiënt, maar ook voor het Riziv en voor de dokters zelf. Men zegt dikwijls dat het erg moet zijn voor jonge mensen, gedurende jaren werkloos te zijn, maar het moet ook zeer erg zijn voor jonge omnipractic om gedurende jaren in hun huiskamer met de vingers te moeten zitten draaien in afwachting dat toch iemand belt of binnenkomt. Dat moet die mensen uiteindelijk kraken. Alleen al daarom zou ik de minister willen vragen ter zake een moedig beleid te willen voeren.

Waar de toestand reeds is verrot in de algemene geneeskunde, wil men hetzelfde verwezenlijken in de gespecialiseerde geneeskunde, Veertig pct. van de jonge artsen zou de kans moeten krijgen om zich verder te specialiseren. Tegelijkertijd wordt echter het aantal ziekenhuisbedden vermindert. Hoe dit laatste samengaat met het creëren van meer werkgelegenheid voor specialisten is voor mij een raadsel dat mijns inziens ook de minister niet kan oplossen. Trouwens, ook Caritas gelooft daar niet in. De bewijzen zijn immers voorhanden. Daarenboven werd ook een statuut uitgewerkt voor de ziekenhuisgeneesheren. Daarin krijgt de beheerder alle macht. Hij beslist wat de dokters moeten doen, hoeveel zij moeten werken, hoeveel zij moeten bijdragen. Indien zij niet genoeg bijdragen, zal hij wel enkele dokters bijbenoemen. De dokters worden

met andere woorden overgeleverd aan de beheerders van wie men veronderstelt dat zij perfect zijn. Op hen worden geen aanmerkingen gemaakt, wel op het geneesherenkorps.

Zullen wij binnen enkele jaren ook daar niet moeten vaststellen dat de kwaliteit afneemt! Te veel specialisten zal nog meer overconsumptie tot gevolg hebben. De beheerders van de ziekenhuizen zullen de ene dokter uitspelen tegen de andere. Zij zullen een nog grotere bijdrage vragen van de dokters die dat zullen trachten te compenseren door overconsumptie, wat ten nadele moet komen van de kwaliteit. Zoals in het onderwijs door het invoeren van bepaalde maatregelen het niveau is gedaald, zo zal ook in de geneeskunde, zowel in de algemene als in de gespecialiseerde, het niveau dalen. De minister heeft echter wel de mond vol van verbetering van de kwaliteit van de geneeskunde en verbetering van de opleiding. Wanneer men, zoals ik, alle dagen in dat milieu verkeert en met die problemen wordt geconfronteerd, kan men niet anders dan zeggen dat de minister het verkeerd voorheeft. Ik ben trouwens niet alleen om dat te beweren. Steeds meer mensen vallen mij bij en zijn van oordeel dat de minister ofwel de problemen onvoldoende kent, ofwel slechte raadgevers heeft.

De minister heeft gesproken van een rustpauze voor de uitkeringsge-rechtigde. Ik durf hier vandaag ook een rustpauze vragen voor de dokters, de paramedici en het verplegend personeel. Dit is meer dan noodzakelijk. Op een bepaald ogenblik werd het aantal werkuren verminderd tot 38 met de bedoeling meer personeel aan te werven. Wij hebben echter vastgesteld dat geen bijkomend personeel werd aangeworven terwijl de werktijd toch beperkt bleef tot 38 uren. Dit had in feite tot gevolg dat er minder personeel was. Ik heb de minister er onlangs nog in een vraag op gewezen dat er in de sector van de psychiatrie te weinig personeel is.

Ik zal een voorbeeld geven. Nog vorige week was er tweemaal geen verpleegster op mijn dienst waar 30 psychiatrische patiënten worden verzorgd. De afdeling radiografie had getelefoneerd voor een aantal bedlegerige patiënten. Voor hun verplaatsing per bed zijn twee verplegers nodig. Volgens de normen zijn er dikwijls niet meer dan twee verplegen-den op mijn dienst.

De minister oordeelt dat de kwaliteit van de zorgen wordt verbeterd. De normen die hij heeft uitgevaardigd en de maatregelen die hij heeft genomen, hebben een verslechting van de kwaliteit met zich meegebracht. Dit is een algemene vaststelling in alle ziekenhuizen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer Pataer. — Zeer juist.

De heer Valkeniers. — Nochtans antwoordt de minister op een parle-mentaire vraag dat op 30 juni 1986 14 581 verplegenden en paramedici zonder betrekking waren. Toch is er op dat ogenblik te weinig personeel in de ziekenhuizen. Men mag de kwaliteit niet met alle mogelijke midde-len afbreken en terzelfder tijd de mond vol hebben van deze kwaliteit.

De minister oordeelt dat de instellingen meer beheersverantwoordelijk-heid moeten hebben. Dit geldt ook voor de patiënten. Ook de patiënt — op dit vlak was minister De Paep veel consequenter — moet verant-waardelijkheid — ook financiële — dragen.

De maatregelen die ik aanhaal, tonen duidelijk aan dat dit niet het geval is. Er waren geen misbruiken bij de derde-betalerregeling, met uitzondering wellicht bij poliklinieken die door ziekenfondsen worden bestuurd en die de minister niet zal raken: zij krijgen toch hun geld, al is het onder de tafel. Niemand kan aantonen of de patiënt al dan niet is gekomen. Waar geen misbruiken waren in de privé-sector en waar de vierde-wereldmensen, de sukkelaars, werden verzorgd, schaft de minister de derde-betalerregeling af. In de ziekenhuissector — iedereen kent de oorzaak van de fraude — voert hij deze algemene regeling in. Met andere woorden, de beheersverantwoordelijkheid van de patiënt inzake het ereloon — de patiënt kan de dokter vragen of een onderzoek noodzake-lijk is en kan de rekening controleren — verdwijnt. Ik begriep minister Dehaene niet. Hij spreekt over meer verantwoordelijkheid maar toch schaft hij ze af.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

U weet ook waarom: om de ziekenfondsen, vooral het ziekenfonds dat zich in zijn kabinet heeft genesteld, een plezier te doen. Zij hebben het geld en de macht in handen; zij doen uiteindelijk wat zij willen.

Het dokterskorps wordt overgeleverd aan de beheerders en aan de ziekenfondsen. Niemand durft hun bekwaamheid te betwijfelen, zeker geen arts of parlamentslid want hij wordt op het matje geroepen, wat

mij is overkomen. Zowel in de algemene sector als in de specialistensector worden de dokters tegen elkaar uitgespeeld. Door dit opbod in de ziekenhuizen — ik heb reeds gewezen op het gebrek aan patiënten bij de algemene practici — hoopt men te komen tot een betere geneeskunde. Mijnheer de minister, u bent verstandig genoeg om dat niet te geloven. U weet dat u wordt voorgelogen door een kabinetslid van uw collega. Daarom ben ik blij dat u aandachtig luistert, want u zal als het nodig is, de betrokken persoon tot de orde roepen.

Wat gebeurt er met de fameuze informatisering? Deze werd ook nog ingevoerd door uw collega Dehaene en had reeds twee jaar in werking moeten zijn in de ziekenhuizen. De meeste ziekenhuizen haken nu af omdat ze niet klaar zijn. Dat is ook weer uitstel. Waarom was die informatisering nodig? Het werd trouwens zeer sterk betwist. De minis-ter danst vandaag op zijn linkerbeen en morgen op zijn rechterbeen, maar hij blijft dansen en uiteindelijk wordt er weinig gerealiseerd.

Wat gebeurt er in de sector van de ziekenhuizen? Waarom moeten de kleine ziekenhuizen worden gesloten, terwijl ze goedkoper zijn dan de andere? Met welk recht durft de minister zeggen dat de geneeskunde die in de kleine ziekenhuizen wordt bedreven, minder goed is dan in de grote ziekenhuizen? Kan hij dat bewijzen? En ik spreek niet uit eigenbe-lang, want ik werk in een ziekenhuis met 250 bedden. Ik heb ook in kleine ziekenhuizen gewerkt waar zeer goede geneeskunde werd beoefend. Er bestaat een programmaticommissie. De leden daarvan zijn dokters uit de grote ziekenhuizen met aan het hoofd Jan Peers die ook in het kabinet van de minister werkt. Zij beslissen dat de kleine ziekenhuizen moeten worden gesloten en op die manier wil men dan de sector saneren. Nochtans is algemeen geweten dat de grote ziekenhuizen het meest van al aan overconsumptie doen.

Mijnheer de minister, toen professor Vandevoorde in Leuven een nieuw laboratorium opende en hij aan uw vader vertelde dat hij x aantal onderzoeken zou doen per dag, heeft uw vader geantwoord: «Maar, mijnheer de professor, als u die apparaten zo intensief gaat gebruiken, dan zult u alleen gaan lopen met de hele begroting van de Belgische Staat.» De familie Eyskens kent dus het probleem zeer goed. Het zijn niet de kleine maar de grote ziekenhuizen die het budget opgebruiken.

Caritas catholica protesteert terecht omdat ze niet meer in staat zijn een lijn te ontdekken in het beleid van de minister. Ze weten niet wie de minister inspireert.

De heer Seeuws. — Wie dan wel?

De heer Valkeniers. — Men weet dat zeer goed! Het zijn, ten eerste, de ziekenfondsen en, ten tweede, de universitaire sector, onder meer vertegenwoordigd door de heer Jan Peers. Caritas catholica komt in verzet omdat zij op het ogenblik zelf in de wielen worden gereden. Ze stellen vast dat de machtszuil in de gezondheidsverstrekking die ze zelf in de meest landelijke streken hebben opgericht, volledig dreigt te worden afgebroken. Ik kom niet in verzet in verband met die machtszuilen; ik kom in verzet omdat de kleine ziekenhuizen die goede geneeskunde bedrijven, onheus worden behandeld. Ook daar zijn verplegers en genees-heren aan het werk die het recht hebben om hun werk te behouden. De zieken die daar goed worden verzorgd hebben het recht om plaatselijk te worden behandeld. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De boekhouding van het Riziv zal nu uiteindelijk worden doorgelicht door een auditbureau, nadat reeds zoveel schandalen aan het licht zijn gekomen en iedereen zich afvraagt in hoeverre het nodig is dat al die miljoenen of miljarden worden uitbetaald door de ziekenfondsen, daar waar het Riziv rechtstreeks zou kunnen uitbetalen. Natuurlijk repliceert men dat de ziekenfondsen veel meer doen dan alleen maar uitbetalen. Dat is ook zo en wij zijn als Volksunie goed geplaatst om te weten waarvoor zij ook nog dienen; het zijn lokale wervingsbureaus voor bepaalde partijen. Verplicht mij niet voorbeelden te geven. Een deel van het geld kan rechtstreeks worden uitbetaald.

De heer V. Van Eetvelt. — In uw eigen mutualiteiten ook? Moeten wij die boeken eens opendoen?

De heer Valkeniers. — Dit mag u gerust doen. Ik ga in die zaak vrijuit. Ik behoor niet tot een mutualiteit. Ik houd mij daar niet mee bezig.

De heer V. Van Eetvelt. — Gelukkig heeft uw mutualiteit niet veel leden.

De heer Valkeniers. — Wat op het congres van de christelijke mutuali-teiten in Luik werd verkondigd over de rol van de mutualiteiten, is

talk. U weet zeer goed dat uiteindelijk een mutualiteit hoofdzakelijk uitbetalingen verricht en... de partij dient. Al het overige is dienstbetoon.

De heer V. Van Eetvelt. — Dit is de rol van de mutualiteit.

De heer Valkeniers. — Dit kan evenzeer gebeuren door de sociale diensten van de gemeenten. Nu de OCMW's ruim zijn uitgebouwd, zijn de mutualiteiten overbodig geworden. Tegenwoordig kan men alle sociale inlichtingen krijgen in iedere gemeente en op zijn minst op tien niveaus. Ik werk al lang genoeg in de sociale sector — wel dertig jaar — om te weten wat ik zeg. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer V. Van Eetvelt. — Wij ook. Ik meende dat u het pluralisme voorstond.

De heer Valkeniers. — Dat is zo. Precies daarom verzet ik me. Daarom zeg ik dat die uitbetalingen voor een groot deel nationaal kunnen gebeuren. Precies daarom vind ik dat die zuilen onnodig zijn. Ik ben er niet voor om deze in stand te houden maar om ze af te breken.

De heer V. Van Eetvelt. — Deelt uw partij dit standpunt?

De heer Valkeniers. — De vroegere voorzitter van de Volksunie, de heer Victor Anciaux, heeft dit toch duidelijk gezegd.

M. Flagothier. — En ce qui concerne les paiements, le ministre des Affaires sociales a bien démontré en commission que c'était impossible.

De heer Valkeniers. — De minister heeft gezegd dat het goedkoper is, maar niet omdat hij dit zegt, ben ik verplicht het te geloven. Zelfs Caritas catholica gelooft de minister niet langer, dus ik sta niet alleen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De heer Seeuws. — Collega Valkeniers is voor de verstaatsing.

De heer V. Van Eetvelt. — Voor een gesocialiseerde Staat.

De heer Valkeniers. — U kent mij te goed om te weten dat ik geen socialistische Staat wens.

Enkele woorden over het remgeld. De regering hoopt vele miljarden te besparen door de privatisering van de sector van de beroepsziekten, meer dan 7 miljard. Vorige week hebben wij gemerkt dat deze verwachtingen als een kaartenhuisje in elkaar gestuikt zijn. Ik zou blij zijn mocht de minister mij kunnen zeggen waar die 7 miljard te vinden zijn. De liberalen, van wie er vandaag slechts weinigen aanwezig zijn — de grote verdedigers van de privatisering —, hebben ons beloofd dat geen nieuwe parafiscale lasten zullen worden opgelegd maar zitten nu in grote moeilijkheden vermits de ministers angstvallig op zoek zijn naar nieuwe geldmiddelen om de privatisering van de sector van de beroepsziekten te kunnen invoeren. Het zou ons ten zeerste verheugen van de minister te vernemen hoe hij dit geld voor den dag denkt te toveren, tenzij hij misschien een nieuw akkoord kan sluiten met de Lotto. (*Gelach op sommige banken.*)

De regering stelt dat vele miljarden zullen worden bespaard door het invoeren van het remgeld op de technische prestatie. Ik ben pro. Minister Dehaene, de grote kampioen van de beheersverantwoordelijkheid, zegt dat ieder zijn verantwoordelijkheid op zich moet nemen, maar dan moet ook de patiënt dit doen. Ik heb dat meegemaakt. Die situatie was gezond. Als de patiënt de arts vraagt wat een bepaalde behandeling hem zal kosten, is zijn dokter verplicht dit na te kijken en zijn patiënt op te geven wat deze moet bijpassen. De patiënt beslist of onmiddellijk tot de behandeling wordt overgegaan of eventueel nog wordt gewacht omdat ze zo duur is. Volgens mij is dit een gezonde situatie.

M. Pécriaux. — Cela, c'est pour les patients pauvres. Les riches, vous les soignez tout de suite. C'est beau! C'est la démocratisation de la médecine!

De heer Valkeniers. — Wanneer iets verkeerd gaat, moet men de moed hebben erop terug te komen. Dit heeft minister Gol gedaan toen hij vaststelde dat er een profitaariaat was met de bonnetjes van de oorlogsinvaliden.

Inzake de technische prestaties is er aan beide zijden overconsumptie. Het is te gemakkelijk te zeggen dat alleen de dokters voorschrijven. In

vele gevallen zijn het ook de patiënten die om zo te zeggen de pennestok vasthouden van de dokter die voorschrijft.

De heer V. Van Eetvelt. — De dokter moet zijn verantwoordelijkheid op zich nemen.

De heer Valkeniers. — Een ieder moet dat doen. Het is toch geen schande, de dokter te vragen hoeveel zijn voorschrift zal kosten. Dat zou trouwens een verplichting moeten zijn. Wanneer een dokter bijvoorbeeld een labo-onderzoek voorschrijft, kan dat aan de sociale zekerheid tot 80 000 frank kosten, wanneer hij de hele reeks met alle mogelijke combinaties invult. De patiënt moet vooraf weten wat dat kost. Hij heeft het recht om dat te weten.

Indien u voorstander bent van de gezondmaking van deze sector, is die werkwijze noodzakelijk.

Het systeem van het remgeld staat op de helling. De heer Vandenheuvel — spilfiguur bij de christelijke mutualiteit — heeft gezegd dat er geen sprake van is, dat de patiënt de overconsumptie waartoe de geneesheer aanspoort, zou betalen. Hij zegt dat op een ogenblik dat de beheerders in de eigen ziekenhuizen op de meest huichelachtige manier aan de dokters zeggen dat zij niet genoeg presteren, dat zij niet genoeg labo- en radiografie-onderzoeken laten uitvoeren.

Mijnheer de minister, de sector van de sociale geneeskunde barst van de huichelarij en de komedie die erond wordt opgevoerd.

De heer V. Van Eetvelt. — Wat hebt u tegen de christelijke mutualiteit?

De heer Valkeniers. — Mijn woorden gelden evenzeer voor de socialistische als de liberale mutualiteiten. Ik neem de christelijke mutualiteit als voorbeeld omdat die een voet in huis heeft bij minister Dehaene. Mijnheer de minister van Financiën, waar gaat u uw miljarden vandaan halen wanneer dit remgeld op de technische prestaties niet wordt toegepast zoals in het Sint-Annaplan werd vooropgesteld? Ook hierop wensen wij een duidelijk antwoord te krijgen. Het zal zeer moeilijk zijn ter zake een sluitend antwoord te geven.

De afschaffing van ziekenhuisbedden vind ik een treurige zaak omdat de minister daar een foute veronderstelling poneert. De minister stelt dat, gezien de slechte geneeskunde, er moet worden gerationaliseerd om de kwaliteit te verbeteren. Daarom worden de kleine ziekenhuizen afgeschaft. Het advies van de programmatiecommissie was 90, maar de minister houdt het op 150. Ook daarover is het laatste woord nog niet gezegd. Ik kan mij niet inbeelden dat een minister van Sociale Zaken, die op de tak van Caritas catholica zit, zijn eigen tak zou afzagen, maar daarop zal ik later nog terugkomen.

De heer V. Van Eetvelt. — Wij zien wel!

De heer Valkeniers. — De minister heeft de scanners vrijgegeven. Dat was echter niet nodig. Ik sta zelf iedere dag in de praktijk en constateer dat het voor de patiënt slechts een klein ongemak is, een twintigtal kilometer ver te gaan voor een scanneronderzoek. Wanneer de dokter oordeelt dat het onderzoek dringend moet gebeuren, kan dat onmiddellijk worden geregeld. Waarom dan al die scanners vrijgeven? Ik heb de minister de cijfers van 1984 tot 1986 gevraagd. Verscheidene jaren reeds gaat het aantal scanners in ons land met 30 pct. omhoog. Men zegt dat het aantal opnieuw zal verminderen, maar ik vrees het tegendeel. Ik begrijp dergelijke maatregelen niet. Een echt stabiel, een echt evenwichtig en «uitgedokterd» beleid kan ik bij de minister van Sociale Voorzorg niet ontdekken. Daarom zal de Volksunie-fractie de begroting niet goedkeuren en zeker niet het sociale luik ervan. Trouwens, hierin staan wij niet alleen, Caritas catholica staat achter ons. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Rifflet.

Mme Rifflet-Knauer. — Monsieur le Président, l'exposé général concernant le budget est totalement indigent en ce qui concerne les Affaires étrangères.

Ni le ministre, M. Tindemans, ni le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, M. de Keersmaecker n'ont fait la moindre communication au Parlement, à l'occasion du dépôt du budget 1987, ni d'ailleurs à l'occasion du dépôt du budget des Voies et Moyens de 1986. Seul le secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, M. Kempinaire, nous a présenté au début de son mandat une synthèse de ses orientations

et une justification des modalités des économies budgétaires auxquelles il est contraint pour 1987.

La politique extérieure serait-elle sans importance ou l'Etat belge n'aurait-il plus aucun rôle à jouer sur la scène internationale?

La première hypothèse me paraît réfutée, au moins sur le plan économique, par les considérations générales du gouvernement à propos du budget. Il y est beaucoup question des Etats-Unis, du Japon, des pays de l'Opep, du tiers monde et de nos partenaires européens, pour aboutir à ces conclusions: « que le commerce mondial n'a connu qu'une progression limitée en 1986 »; « que les importations des pays extérieurs à l'OCDE resteraient déprimées; que « la croissance économique doit être supportée par l'expansion de la demande intérieure des Etats membres de la Communauté européenne » et que « tout le poids de l'expansion économique en Europe se situe dans la demande intérieure... »; que « cette croissance seule permettrait une certaine expansion de l'emploi et une diminution du chômage ». Je souscris à ces conclusions du gouvernement.

Mais alors, ma seconde hypothèse est-elle juste et la Belgique n'a-t-elle pas de rôle à jouer dans ce domaine? C'est totalement faux évidemment, puisque dans les six prochains mois, c'est précisément la Belgique qui assumera la présidence du Conseil des ministres de la Communauté européenne.

Il me semble donc que le Parlement avait au moins droit à un exposé sur les enjeux de cette présidence belge. Le Parlement avant la presse, monsieur le ministre.

Cela aurait notamment permis au ministre ou au secrétaire d'Etat d'expliquer le délicat problème du budget 1987 de la Communauté européenne qui aura inévitablement des retombées sur le budget belge. Personne n'en a dit un mot.

Il est en effet clair, dès aujourd'hui, que les ressources propres de la Communauté ne suffiront pas en 1987 à payer les dépenses obligatoires en matière de politique agricole commune. Les dépenses non obligatoires, comme les aides du Fonds social, seront donc encore moins honorées. Au mieux, ces paiements seront reportés au budget 1988, mais, en attendant, c'est l'Etat belge qui devra faire face à la situation. Dans un document que j'ai lu aujourd'hui, il est question que les avances faites par les Etats nationaux commenceront seulement à être remboursées en 1989, par la Communauté. Si, dans les mois prochains, les pays membres ne décident pas une réelle augmentation des ressources communautaires, donc aussi de l'apport provenant de la Belgique, ce sont tous les programmes de recherches scientifiques et technologiques, c'est la réalisation même du grand marché intérieur dont nous reconnaissons avoir un urgent besoin, qui seront remis en cause.

Cet accroissement du budget européen est conditionné par une réforme profonde de la politique agricole commune dont les dépenses absorbent une part bien trop grande du budget européen, soit environ 70 p.c. Cela risque de reporter au niveau national une part importante de l'aspect social de la politique agricole. Les toutes récentes décisions communautaires vont déjà du moins symboliquement, dans ce sens. Pour la Belgique, le maintien d'un niveau de revenu décent pour la petite paysannerie n'est certainement pas une préoccupation négligeable.

Nous refusons que des problèmes aussi fondamentaux pour l'avenir de notre société soient tranchés par une technocratie nationale et communautaire ou, ce qui est encore plus grave, restent éternellement sans solutions. Il est grand temps que les parlements nationaux et le Parlement européen en assurent le contrôle démocratique et donnent ensemble l'impulsion politique indispensable basée sur le plus large consensus possible.

D'autres problèmes internationaux, moins directement liés à des préoccupations économiques et budgétaires, intéressent le Parlement. Je pense aux relations Est-Ouest, notamment au sommet de Reykjavik et à toutes les négociations sur le désarmement. Les Belges ont montré leur intérêt pour les tentatives de désarmement. Plus que l'austérité, plus que le chômage, la paix est au cœur des préoccupations de la population et mobilise seule passionnément les jeunes.

Il n'est pas interdit à notre pays de prendre des initiatives en la matière. Parce qu'il est petit et notoirement pacifique, il n'inquiète aucune grande puissance; membre de la CEE, de l'UEO et de l'Otan, il peut, il doit y jouer un rôle positif et réaliste en faveur de la détente Est-Ouest et de la paix en général.

Enfin, le scandale chaque jour grandissant des ventes d'armes à des belligérants divers éclabousse notre pays. A ce propos aussi, nous aimerions être informés, au moins en commission, avant la presse.

M. le président de la commission des Affaires extérieures nous a annoncé que celle-ci se réunirait à plusieurs reprises au mois de janvier pour entendre le ministre. Nous espérons que les grands enjeux de notre politique extérieure y seront enfin abordés dans leur complexité et qu'ils feront l'objet d'un débat lucide. Il en est grand temps! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, zoals u weet, mijnheer de minister, hebben wij ons een aantal beperkingen opgelegd. Wij gaan ervan uit dat in deze reflexiekamer, vooral met het oog op de begroting 1987, verdient te worden gesproken over de zaken die in de Kamer van volksvertegenwoordigers niet of onvoldoende aan bod zijn gekomen.

Dit is volgens mij een plausibel uitgangspunt en meteen een poging om onze taak ook op dat terrein te herwaarderen.

Ik zal dus vooral stilstaan, mijnheer de Voorzitter, bij een aantal punten die nog niet werden besproken of die tussen de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers en vandaag gereveleerd zijn. Tenslotte zal ik het hebben over een aantal punten waaraan onvoldoende aandacht is besteed.

Onze Volksuniecollega, de heer Somers, zal straks meer in het bijzonder een uiteenzetting houden in verband met het Jaar van de vrede dat vrijwel op zijn einde loopt. Een bepaald ministercomité heeft zich op 14 november jongstleden gebogen over de goedkeuring van de programmering in verband met de oorlogsslachtoffers. De minister van Justitie werd ermede belast de permanente commissie voor oorlogsslachtoffers opnieuw samen te roepen met het oog op het verlengen van het protocol van 1 januari 1988 af en de middelen die in de begroting van 1986 zijn ingeschreven en die nog niet werden opgebruikt, toe te wijzen aan deze instantie. Het gaat dus, mijnheer de minister, over een budgettair probleem.

Er werden voor de oorlogsslachtoffers bepaalde bedragen ingeschreven. Aan de hand van deze gegevens, die trouwens afkomstig zijn van het persagentschap van de regering, blijkt dat er enkele miljoenen aan budgettaire middelen niet zijn opgebruikt en dat wordt gezocht naar een bijkomende aanwending in 1987 en naar nieuwe voorzieningen van januari 1988 af. Wij hebben uiteraard geen enkel bezwaar tegen het inschrijven in de begroting van middelen voor oorlogsslachtoffers. De heer Somers zal echter aantonen dat de marge waarover men spreekt bijzonder krap wordt genomen en dat, wanneer men eerlijk wil zijn en een behoorlijke, menselijke en christelijke politiek wil voeren, het « viseren » van oorlogsslachtoffers op een andere manier behoort te gebeuren. Allereerst nodig ik de minister van Financiën en de hele regering uit de moed te hebben om het rapport van de Vlaamse Raad, dat al dagteekent van 1984, door te nemen, eens na te gaan wie er precies allemaal zou kunnen ressorteren onder het begrip « oorlogsslachtoffers » en op humanitair en op financieel vlak te voorzien in middelen voor een ieder die op één of andere manier de nadelige gevolgen van de oorlog heeft ondergaan. Op de vooravond van kerstdag en van het einde van het Jaar voor de vrede, is het nuttig op deze budgettaire lacune te wijzen.

Het tweede punt van mijn betoog, mijnheer de minister, zal u wellicht verrassen. Ik wil namelijk spreken over artikel 9 van het ontwerp, dat de regering een blanco-volmacht geeft — als dit woord hier tenminste past — om te lenen daar waar er een verschil is tussen de middelen die samengebracht worden door de gemeenschap, namelijk de belastingen, en het totaal van de uitgaven van de Staat. Jarenlang reeds komt dergelijk artikel op de Rijksmiddelenbegrotingen voor. Ik vraag mij in geweten af of het niet de hoogste tijd is hierachter een punt te plaatsen. Ik betreur dat uw jonge collega van Begroting nu niet aanwezig is om met ons hierover in dialoog te treden.

De wijze waarop men van staatswege geld leent is voorwerp van discussies, die niet zelden de pers halen, omdat de minister van Financiën of het consortium van banken ter zake bepaalde gegevens laten doorsijpelen. De hele ontworpening van ons staatsbestel is te wijten aan de ongehoorde wijze waarop men gedurende vele jaren blindelings en ongecontroleerd tot het uitschrijven van leningen is overgegaan. Ik vraag me dan ook af, of wij, leden van het Parlement, niet een punt moeten zetten

achter deze blanco-volmachten, die ook in artikel 9 van het ontwerp van Rijksmiddelenbegroting voor 1987 zijn ingeschreven. Wij mogen toch vragen stellen over het bedrag dat zal worden geleend, over de manier waarop deze leningen worden aangegaan, en vooral over de wijze waarop het geleende geld zal worden gebruikt. Ik kom hierop straks terug wanneer ik zal spreken over het schandaal van de sociale huisvesting.

U reageert op het ogenblik niet, mijnheer de minister. Ik hoop niettemin uit uw mond een klaar antwoord te horen. Het is ongehoord dat de Ministerraad aan de hand van de blanco-volmachten zonder enige controle van het Parlement of het Rekenhof, in die mate overgaat tot het debudgetteren van bepaalde uitgaven dat er thans een wanverhouding bestaat tussen de middelen van het Rijk en de schulden van het Rijk die elke verbeelding tart.

Mijn derde punt gaat over de inhoud en de gevolgen van de twee heiligenplannen, het Sint-Annaplan en het Sint-Catharinaplan, waarover de discussie in de Kamer van volksvertegenwoordigers pas zeer laat op gang is gekomen. De heer Moureaux heeft vanmorgen nog een opsomming gemaakt van het aantal heiligen dat door de regering reeds werd verkracht. Daar zal ik dus niet langer blijven bij stilstaan. Ik wil er terloops nog wel op wijzen dat er ook nog « onnozele kinderen » zijn, die men hopelijk ongemoeid zal laten...

Ik wil wel blijven stilstaan bij een aantal ondergeschikte punten van al deze nieuwe regeringsbeslissingen die op de begroting van 1987 zullen doorwegen. Ten eerste, is er het zogenaamde banenplan. In het verslag van de heer Van houtte hebt u, op onze instigatie trouwens, kunnen lezen waaruit dit zogenaamde banenplan bestaat. Ik zal daar dus niet veel woorden aan vuil maken. Meer opgewarmde kost heb ik zelden onder ogen gekregen. Iets origineels, iets nieuws hebben wij in dit plan niet gevonden. Het is het klassieke *kurieren am Symptom*, het schuifelen in de marge, het prutsen in de rand, maar een hoopgevende indicatie voor de toekomst hebben wij in deze reeks van tien te nemen of reeds genomen maatregelen niet gevonden. Ik kan mij niet veroorloven hier langer bij stil te staan, maar vraag mij af of er nog een stuk regeringsverklaring bestaat waarmee men de belofte ten aanzien van de jongeren om vele duizenden nieuwe werkplaatsen te creëren, wil nakomen. Ik hoop dat niet alleen de Volksunie, maar ook alle andere leden van de Senaat, binnenkort de gelegenheid zullen hebben de regering ter zake een balans voor te leggen. Mijnheer de minister van Financiën, het is wel uw sector niet, maar het zogenaamde banenplan dat ons wordt voorgeschoteld, blijkt eens te meer een dode mus te zijn.

Ik wil het nu hebben over de fiscale lasten of de fiscale belasting van de burger. De jongste weken en maanden hebben wij allerlei geruchten dienaangaande gehoord. Ik zou van de socialisten wel eens willen vernemen hoe zij concreet staan tegenover de roerende voorheffing. Via de pers hebben wij het standpunt *hic et nunc* van de minister van Financiën en van andere leden van de regering vernomen over de roerende voorheffing. Een ieder is de mening toegedaan dat de last van de roerende voorheffing op een aantal verrichtingen niet meer beantwoordt aan de eisen van dit moment. Toen indertijd de heer Dequae, minister van Financiën, in een globaal pakket van fiscale hervormingen, de roerende voorheffing invoerde, hebben wij van meetaf aan gezegd dat, vermits de roerende voorheffing een unicum was in Europa, ze bij voorbaat ten dode was opgeschreven en aanleiding zou zijn tot enorme moeilijkheden. Vandaag lezen wij in diverse persorganen dat de transfers van kapitalen naar het buitenland per jaar op 100 à 200 miljard mag worden geschat. Door het bestaan van de roerende voorheffing moet de Staat inderdaad zijn eigen belasting financieren, want als de Staat een lening laat uitschrijven, moet er rekening worden gehouden met het bestaan van deze roerende voorheffing. Daarbij aansluitend zien wij dat men op bepaalde delicate momenten nogal gemakkelijk van deze wettelijke regel afstapt en dat men, om een aantal verrichtingen aantrekkelijk te maken, bepaalde instanties of bepaalde uitgaven van de roerende voorheffing vrijstelt. Er ontstaat dus een onbillijkheid, een onrechtvaardigheid bij het hanteren van de regel zelf. Mijnheer de minister, namens de Volksunie mag ik aankondigen dat wij de leden van de Senaat en de leden van de regering op hun waarachtigheid zullen testen. Wij zullen hopelijk begin volgend jaar een voorstel van wet indienen om de roerende voorheffing progressief af te schaffen. Ik zal zeer benieuwd zijn op dat ogenblik de reactie van de andere partners en meer bepaald van de minister van Financiën te vernemen. De minister van Financiën heeft immers altijd met zoveel woorden en met de krop in de keel het onbillijk karakter van de roerende voorheffing aangeklaagd.

Ik kom nu aan het punt dat ik reeds tweemaal heb aangekondigd en dat voor mij de uitdaging was om vandaag opnieuw op deze tribune plaats te nemen. Ik heb, mijnheer de minister van Financiën, vorige week

één van uw collega's geïnterpelleerd over het schandaal van de sociale huisvesting. Op dit terrein bent u ook behoorlijk thuis. Wij herinneren ons zeer goed uw geruchtmakend vraaggesprek met een bepaalde krant in de loop van de maand juli jongstleden op het ogenblik dat het politiek leven nagenoeg stil lag. Wij zijn altijd attent genoeg om de voelhorens op te zetten en de weerslag en de betekenis van dergelijke verklaringen te noteren. Ik zal op de interpellatie die verband hield met de collectieve politieke verantwoordelijkheid van de huidige regeringsraad, niet terugkomen, tenzij om ze in het perspectief te stellen van de verplichtingen die men nu is aangegaan. Eén van mijn standpunten was — u kunt ze tegenspreken, mijnheer de minister — dat de rel die in de Kamercommissie is ontstaan en die geleid heeft tot het amenderen van artikel 6 van het begrotingsontwerp, een doorgestoken kaart was. Die amendering was noodzakelijk geworden ingevolge de beslissing van de Nationale Maatschappij voor de huisvesting om de Staat maar ook Vlaanderen en Wallonië te dagvaarden tot het betalen van enorme bedragen. Ik hoop, mijnheer de minister, dat u deze gegevens kent. Het is trouwens eigenaardig dat men deze beslissing tot dagvaarding neemt op de vooravond van de beslissing waarop men tot het amenderen van artikel 6 is overgegaan. En dit zeg ik alleen maar voor rekening van de CVP die meent dat door die amendering bepaalde zaken werden rechtgezet.

Mijnheer de Voorzitter, wij hebben hier en elders tot in het oneindige gediscussieerd over Cockerill-Sambre. Op het ogenblik zijn wij ten zeerste bekommerd over de Kempense Steenkoolmijnen. Als wij deze twee gegevens vergelijken met het schandaal van de sociale huisvesting is het ene het andere niet waard. Voor de sociale huisvesting bestaat een politieke verantwoordelijkheid daar waar Cockerill-Sambre en de Kempense Steenkoolmijnen hoe dan ook te maken hebben met sociaal-economische fenomenen die men niet altijd beheerst. Men heeft er sommige verrichtingen door de politiek in de hand gewerkt, maar men kan niet zeggen dat de moeilijkheden uitsluitend het gevolg zijn van een verkeerd politiek handelen. Het ligt er evenwel vingerdik op dat de opeenvolgende regeringen, en vooral de vorige regering-Martens tot stand gekomen in 1981, een enorme politieke verantwoordelijkheid hebben inzake de sociale huisvesting, omdat zij de verplichtingen uit de hand hebben laten lopen, geen klare wijn hebben geschonken, ook buiten budget enorme bedragen hebben geleend en betaald via de klassieke manier van herfinanciering, wat wij reeds herhaaldelijk hebben aangeklaagd.

Mijnheer de minister van Financiën, u moet vandaag een begroting voor 1987 komen verdedigen. Samen met de Gewesten en de Gemeenschappen hebt u op bepaalde terreinen akkoorden afgesloten. U moet weten dat wat daar is bedongen eigenlijk opnieuw een enorme hypotheek legt op de verrichtingen van de Staat, dat men ter zake geen klaarheid heeft bereikt en dat wij hierover de volgende jaren wellicht nog eens opmerkingen van het Rekenhof zullen moeten horen.

Wat betreft de zuivere politieke achtergronden van deze zaak, laat men de herstructurering van de sector van de sociale huisvesting gebeuren aan de hand van zeer eigenaardige criteria, niet het patrimonium noch de investeringen, maar de lasten die werden aangegaan, lasten die ten minste sedert het jaar 1976 een gewestelijk aspect hadden. Dit betekent dat de impulsen in de sociale huisvesting geheel of gedeeltelijk aan de controle van de nationale regering ontsnapten.

Dan is er de oprichting van een vereffeningsmaatschappij. Ook hier stemt het toespelen van bepaalde middelen met, alweer, vrijstelling van de roerende voorheffing, ons tot nadenken over de gedragwijze van deze regering. Dat feit alléén is voor ons belangrijk genoeg om na de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting ons vertrouwen aan de regering, die dezelfde is als die uit de vorige legislatuur, te weigeren.

Mijnheer de minister van Financiën, als u eerlijk meent wat u in juli van dit jaar in *De Standaard* hebt laten verschijnen, als u de akkoorden die sedertdien zijn gesloten onder onder durft te nemen en als u de financiering, de herfinanciering, de trifinanciering van bedragen die via budgettaire ruiters of debudgettaire middelen inzake sociale huisvesting moesten gebeuren durft te verifiëren, zoudt u nu moeten resigneren. Dit wil zeggen ontslag nemen omdat het sociale-huisvestingsbeleid nog steeds niet in betere banen is geleid.

Collega Valkeniers heeft terloops gesproken over het probleem van de beroepsziekten. Vice-Eerste minister Verhofstadt is niet aanwezig.

Onmiddellijk nadat door het Sint-Annaplan bekend werd dat men de sector van de beroepsziekten zou privatiseren heb ik contact genomen met de vereniging van privé-verzekeraars. U weet wie de voorzitter is van die vereniging van verzekeringsorganismen. Het is een gewezen collega die destijds op de CVP-banken zat. Het kleinste kind kon weten

dat het privatiseren van de sector beroepsziekten onmogelijk zou zijn, en dat geen enkel privé-organisme bereid zou zijn een dergelijk vergiftigd geschenk te aanvaarden. De vraag van collega Valkeniers werd dan ook terecht gesteld. Wij moeten, vóór deze begroting is afgehandeld, weten wat met deze sector zal gebeuren, waar men die meer dan zeven miljard voor 1987 zal vinden, waar zij zal worden ten laste gelegd en of inderdaad de parafiscale druk op het bedrijfsleven daardoor opnieuw zal verhogen.

Ik heb beloofd kort te gaan en ik wil dat ook doen, hoewel nog heel wat zaken mij na aan het hart liggen. Ik wil eindigen met een algemene beschouwing die de minister van Financiën slechts onrechtstreeks aanbelangt, maar waarvan hij ongetwijfeld nota zal willen nemen.

Volgend jaar worden wij geacht het boegbeeld te zijn van de Europese eenmaking. Ik wou dat punt nog aanraken, hoewel collega André Geens daar nader zal op ingaan. Terloops wil ik dat wij uitgesproken voorstanders zijn van het dotatiestelsel. Op voorwaarde dat die dotaties nog enkel dienen om de schulden van de Staat te helpen financieren en wij Vlamingen, zowel over de inning als over de besteding van de middelen, zelf mogen beslissen. De nationale en supranationale verplichtingen die wij moeten nakomen, willen wij regelen op dezelfde manier. Hetgeen betekent dat we *mutatis mutandis* dezelfde houding moeten aannemen ten opzichte van de Europese instellingen. Ons uitgangspunt: « wijk — Vlaanderen — Europa », blijft ter zake heilig.

Vermits wij, zoals ik daarstraks reeds heb gezegd, verondersteld worden de Europese verrichtingen gedurende de eerste zes maanden van 1987 te leiden, stel ik de vraag of de knieschijffunctie, waarover ook de minister van Financiën zo graag spreekt, op het vlak van bepaalde economische verrichtingen niet wat nader moet worden bekeken.

Jaren geleden reeds heb ik gewezen op de sociaal-economische gevolgen van de wapenproductie en de wapenhandel in dit land. Ik richt mij hier vooral tot de Waalse socialisten om te zeggen dat wij zeer goed beseffen dat de wapenproductie zowel rechtstreeks als onrechtstreeks bijdraagt tot de werkgelegenheid in dit land. Mijnheer de minister van Financiën, mag ik u verzoeken de Eerste minister de vraag door te spelen of dit een voldoende verantwoording is om van ons land op Europees vlak en zelfs op wereldvlak, de knieschijf van de wapenrafiek te maken? De havens van Antwerpen en Zeebrugge, om er twee te noemen, worden wereldwijd genoemd als vrijhavens voor de verhandeling van allerlei wapens. Mag op de vooravond van Kerstmis 1986 en op de vooravond van het Europees voorzitterschap van ons land, de regering niet worden gevraagd daaraan paal en perk te stellen? (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Truffaut.

Mme Truffaut. — Monsieur le Président, je regrette l'absence de M. Desmarests qui s'est accordé le luxe ce matin de donner une leçon à l'opposition socialiste en lui faisant endosser des positions qui ne sont pas les siennes. J'aurais voulu lui répondre qu'il devrait tout d'abord écouter avec plus d'attention les arguments développés par les représentants de mon groupe, en commission des Finances, bien qu'il se dise excédé par la longueur de leurs interventions.

Le Parti socialiste n'a jamais nié l'opportunité de réduire le déficit des finances publiques. Ses divergences, par rapport à la politique budgétaire, portent entre autres — et je me bornerai à citer quelques points seulement — sur le caractère « inégalitaire » des secteurs choisis pour procéder à des coupures budgétaires, le fait que la politique de Martens VI redistribue des revenus selon le principe des vases communicants.

En effet, ce qu'elle retire aux revenus du travail, elle le restitue, pour un montant quasi équivalent, aux revenus de la propriété et enfin, en ce qui concerne l'arrêt de la croissance exponentielle de la charge de la dette, cette politique n'est vraiment pas crédible.

Je voudrais aborder ce point, et je demande instamment au ministre qu'il avance des arguments allant à l'encontre de ceux de l'opposition. Je me propose ensuite d'évoquer les répercussions des mesures prises sur la population et, plus particulièrement, sur les femmes.

A la commission des Finances, les ministres responsables ont fourni, en ordre dispersé, des informations budgétaires, économiques et statistiques. Toutefois, l'analyse globale de la politique fait défaut ainsi qu'une évaluation de ses effets sur le pays. La synthèse politique qui se dégagerait, dans une perspective macro-économique de la confrontation des indices, ferait-elle, par hasard, apparaître trop clairement le piétinement du projet et, sans doute, l'éloignement du but, même en ce qui concerne l'assainissement des finances publiques?

Si le ministre du Budget croit avoir des raisons de se louer d'un plan strictement comptable qui réussit à ramener le solde net à financer à 8 p.c. du PNB en 1987, d'autres sont, à juste titre, plus préoccupés de ses effets dévastateurs, des dommages irréversibles causés aux structures de civilisation et de développement et du désarroi qui s'ensuit dans la population.

Les ministres disent qu'il n'y a pas d'alternative alors que le contraire vient d'être démontré dans un plan de l'opposition auquel ils n'apportent pas de contre-argumentation.

Les responsables du budget 1987 sont particulièrement discrets quand il s'agit d'exprimer le rapport entre des économies drastiques et la réalisation des promesses de redressement et d'emploi. En commission des Finances, ils n'ont pas convaincu de la crédibilité de leur plan pour enrayer la croissance exponentielle de la dette. Il est vrai que la rigueur, de gauche comme de droite, impose que le rétablissement de finances saines soit conditionné par un arrêt de l'effet « boule de neige », la croissance exponentielle des charges de la dette ne pouvant dépasser le taux de croissance de l'économie. Toutefois, le discours officiel laisse dans l'ombre le fait que les taux d'intérêt, eux aussi, grèvent la charge de la dette et l'on néglige le rapport entre les deux phénomènes.

Dans l'exposé général du budget, les ministres estiment que l'effet « boule de neige » sera enrayer dès que le déficit budgétaire sera inférieur à 5,5 p.c. du PNB. On avait d'abord avancé 7 p.c. Pourquoi ce changement? Le gouvernement peut-il faire la preuve qu'il ne s'agit pas là d'un raisonnement purement formel, incomplet et irresponsable, surtout lorsqu'on en mesure les répercussions dramatiques? N'est-ce pas une entreprise vouée à l'échec que de prétendre casser l'effet « boule de neige » en sélectionnant un montant abstrait, quel qu'il soit, du PNB alors que la politique budgétaire devrait, certes, se déployer en opérant la réduction du déficit, mais aussi, de manière coordonnée, à l'aide d'une politique qui agirait sur la réduction des taux d'intérêt et l'accroissement du PNB? Sur quel fondement repose alors le chiffre de 5,5 p.c., étant donné que les variables de la croissance économique et des taux d'intérêt sont des inconnues pour le gouvernement et la plupart des spécialistes?

Le ministre Verhofstadt nous annonce une succession de budgets en contraction. Quels seront les moyens du gouvernement pour réaliser cette intention? Cette stratégie est pourtant condamnée à l'échec parce que les efforts ne portent que sur les modifications du seul facteur de réduction des dépenses pour diminuer le solde net à financer. Par contre, le gouvernement ne peut ou ne veut interférer dans la chasse gardée du secteur financier pour obtenir que les taux d'intérêt soient réduits. Quant à la croissance économique — troisième indice —, elle dérive au gré d'une politique de l'offre et fait les frais d'une déflation qui paralyse les investissements et la demande intérieure. Dans ce domaine, l'exposé général du budget paraît particulièrement confus et embarrassé lorsqu'on y reconnaît que les effets restrictifs du plan d'assainissement entravent la croissance économique mais on poursuit que, superbe tautologie, la relance économique sera garantie par l'assainissement des finances publiques!

Les moyens utilisés par le gouvernement deviennent les causes d'un recul indéfini de l'objectif annoncé. La stratégie budgétaire mène au marasme et engendre l'inaccessibilité du but.

Alors, quelle est la politique de Martens VI sous la houlette de Guy Verhofstadt? J'ai cru comprendre que le ministre Verhofstadt avait apprécié une étude du professeur Moesen qui répartit en trois catégories les dépenses publiques, celles relatives à la défense et à l'ordre public étant seules considérées comme indispensables. La vérité est que le discours budgétaire soi-disant neutre et faussement objectif jette le voile sur les vraies intentions néo-libérales qui font de la réduction des dépenses publiques un objectif en soi. Un nouveau régime se modèle sur les cendres de la démocratie sociale, avec des services publics exsangues et des dépenses publiques réduites à leur plus simple expression.

En contradiction avec la fausse neutralité du langage budgétaire, je souhaite évoquer quelques aspects de la vie quotidienne et témoigner de ce que les gens — particulièrement les femmes — doivent subir à cause d'une politique.

Le gouvernement Martens VI pourra bientôt fêter la performance suivante: un nombre d'exclus égal à un million. Parmi eux se trouvent des jeunes qui risquent de ne connaître ni l'insertion sociale ni le sentiment d'appartenir à une communauté. Des travailleurs des secteurs public ou privé, jusqu'ici confiants dans la sécurité de leur emploi, basculent dans la destitution sociale. La population féminine nourrit les statistiques du chômage, bien que sa demande pour un travail rémunéré s'accroisse en même temps que la crise.

L'environnement social des femmes belges au travail se dégrade tous les jours suite à la politique gouvernementale actuelle. L'Office national de l'enfance, devenu l'Office de la naissance et de l'enfance, n'a toujours pas pour autant les moyens d'encourager efficacement le phénomène éminemment social de la maternité.

Les rigueurs d'une loi fiscale appliquée aux revenus du travail contrastent avec le laxisme légalisé à l'égard des revenus mobiliers ou de l'impôt des sociétés, laxisme qui coûte à l'Etat plusieurs dizaines de milliards chaque année.

La fiscalité est tout à fait inégalitaire envers les femmes. La disposition du cumul des revenus des époux est dénoncée depuis longtemps. Il faut aussi signaler que l'administration des Finances refuse systématiquement de considérer les frais de garde des enfants en bas âge comme charges déductibles de frais professionnels. Les frais journaliers de garde des enfants varient, selon les revenus, de 50 à 426 francs.

Plutôt que de rappeler la très longue liste des négligences du pouvoir lorsqu'il s'agit de trouver des solutions spécifiques aux situations particulières liées à la condition féminine, plutôt que d'égrener le chapelet infini des mesures ponctuelles ayant pris les femmes pour cible, je préfère évoquer deux cas vécus, représentatifs dans leur simplicité.

Le premier cas est relatif aux problèmes de santé provoqués par les nouvelles technologies. Une femme écrit pour demander s'il existe un règlement limitant le nombre d'heures de travail sur écran. Elle travaille dans une entreprise qui n'engage que des femmes pour effectuer l'encodage des bons de commande. En période de pointe, ces femmes, devant terminer un nombre imposé de bons, doivent rester dix heures par jour devant l'écran. Lorsqu'elles protestent, la direction exerce sur elles un chantage à l'emploi. Elles apprennent alors qu'un arrêté royal réglementant le travail sur écran reste bloqué chez le ministre de l'Emploi et du Travail. Ce dernier, répondant à une question parlementaire, se contente d'affirmer qu'il est impossible d'estimer le délai pour la présentation de cet arrêté au Roi.

L'autre exemple met en cause le report à soixante-cinq ans de l'âge de la pension pour les femmes. Une commerçante, proche des cinquante-cinq ans, décide de prendre sa pension par anticipation en mars 1987. En mars 1986, elle introduit une demande dans ce sens. Elle est propriétaire d'un tout petit magasin qui lui permet tout juste de vivre et lorsqu'un acquéreur se présente, en juin 1986, elle cède son fonds de commerce. La somme obtenue lui permettra de vivre jusqu'à sa mise à la pension, mais celle-ci lui est refusée. Cela signifie que cette femme, qui a commencé sa vie professionnelle à quinze ans, qui a travaillé vingt ans comme indépendante et vingt autres années comme ouvrière, va se retrouver démunie de tout avec, comme seul recours, le minimex.

C'étaient donc, parmi des milliers, deux cas qui ne défraient pas la chronique. Il est clair que l'équipe ministérielle actuelle a pris une orientation antiféminine radicale et idéologique.

Le droit individuel à la sécurité sociale est bafoué par la mesure frappant les cohabitants; des montants, correspondant aux cotisations versées et qui auraient dû être restitués aux femmes, sont détournés. Le retrait de services et d'équipements collectifs de même que la diminution du pouvoir d'achat font peser plus lourdement le cumul des charges familiales et des responsabilités professionnelles sur les épaules des travailleuses. Le découragement est grand. On amorce un mouvement vers un retour massif des femmes dans leur foyer.

Alors que le mouvement des femmes travailleuses aurait dû progresser vers une protection légale de l'emploi plus affirmée et qu'on pouvait espérer l'accès des femmes à des formations professionnelles spécialisées, mieux rémunérées et adaptées aux innovations technologiques, le gouvernement propose le palliatif du statut précaire, du travail à mi-temps et autres interruptions de carrière, qui dérégularisent les structures légales de l'emploi tout en entraînant la constitution d'une réserve de main-d'œuvre mobile, formée sur le tas et peu revendicative.

Sous Martens VI, à la suite des conceptions néo-libérales, l'égalité des droits entre femmes et hommes est de plus en plus un concept vide de contenu. Très prochainement, notre assemblée et le Parlement dans son ensemble auront à se prononcer sur la nouvelle proposition de loi relative à l'interruption de grossesse. Ce sera un test déterminant qui permettra de mesurer le degré de liberté dont peut faire preuve une institution représentative prétendant exprimer au mieux les tendances de la population, y compris féminine.

Deux cents ans se sont écoulés depuis la Déclaration des droits de l'homme, qui avait peut-être oublié la femme!

Dans ses articles qui traitent de l'avortement, notre Code pénal est l'émanation d'un système de valeurs qui n'a rien d'universel et d'absolu. Il devrait pouvoir coexister, sans pour autant en être affaibli, bien au contraire, avec une morale de l'autonomie et de la responsabilité dont les accents sont différents.

Ce serait un autre gage de tolérance qu'une institution politique à dominante masculine aborde les problèmes de l'être féminin avec sensibilité et générosité. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, ik neem het woord in dit debat om de aandacht van deze vergadering en van de regering te vragen voor het openbaar ambt. Het openbaar ambt neemt in de Rijksmiddelenbegroting ettelijke miljarden voor zijn rekening en is — zoals de heer Van In heeft gezegd — weinig aan bod gekomen, zowel in de commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers als in onze commissie voor de Financiën. Het is nochtans een knellend probleem.

Het openbaar ambt kost de gemeenschap veel. Ondanks het feit dat er veel geld aan wordt gependeld, blijft de dienstverlening vaak onder de maat. Als we deze twee factoren in ogenschouw nemen, kunnen we niets anders dan concluderen dat er iets schort aan de doelmatigheid van de openbare dienst. Jammer genoeg is hierrond bij de bevolking en in dit halfroond fatalisme gegroeid. Men gelooft er niet meer in dat een openbare dienst doelmatig kan functioneren en er wordt gewoonweg gecapituleerd.

Sommigen menen dat privatisering de oplossing is. Ik zal deze middag niet het proces maken van de privatisering. Integendeel, ik beweer dat de privé-sector heel goed in staat is om bepaalde diensten, die niet rechtstreeks ressorteren onder de openbare sector, te verzekeren. Ik wil erop wijzen dat we voor andere activiteiten, die tot de openbare sector behoren en waarbij het openbaar belang centraal is, bijzonder op onze hoede moeten zijn. We moeten ons ervan bewust zijn dat de privatisering, zelfs wanneer ze op korte termijn verleidelijk is, op langere termijn grote gevaren inhoudt en nadelen heeft. Bepaalde vormen van pseudo-privatisering — activiteiten worden toevertrouwd aan privé-ondernemingen met monopolie — leiden snel tot overdreven winsten voor deze ondernemingen ten koste van de gebruiker, wat neerkomt op een transfer van openbare naar privé-uitgaven. Sommige bedrijven, die een monopolie hebben, maar geen dynamisme opbrengen, gaan al snel vegeteren. Dat is geen oplossing. Wij moeten ons daarover geen begoochelingen maken. We moeten het onderscheid maken tussen wat mag en wat moet.

Men moet — sommigen misschien met de moed der wanhoop — durven onder ogen te zien dat aan het management in de openbare sector iets moet worden gedaan. En als men het over management heeft, zowel in de openbare sector als in de privé-bedrijven, dan rijzen altijd twee fundamentele vragen. Ten eerste, heeft dat bedrijf of die openbare dienst de nodige middelen om de opdracht te vervullen waarvoor het bedrijf of de dienst werd opgericht? Ten tweede, heeft, eenmaal dat de middelen beschikbaar zijn, degenen die verantwoordelijk is voor het gebruik ervan, de nodige bevoegdheid om te doen wat moet worden gedaan?

Ik wil het zeer in het kort over deze twee vragen hebben en dan, in de eerste plaats, over de middelen, vooral de infrastructuur, waarover de openbare diensten beschikken.

Het verheugt me in dat verband dat in de huidige regeringsploeg een staatssecretaris voor Modernisering en Informatisering van de Openbare Diensten aanwezig is. Het verheugt me eveneens dat in de Rijksmiddelenbegroting 1987 een krediet van 185 miljoen werd ingeschreven voor de investering in deze sector. Dat is uiteraard een stap in de goede richting. Immers, wij weten allemaal dat qua uitrusting de openbare diensten achterop waren geraakt. Men werkt er nog zoals in het jaar «stilletjes», terwijl in de privé-sector al jaren lang de modernste technologie en beheermethodes worden toegepast.

Mijnheer de minister van Financiën, ik wil van deze gelegenheid gebruik maken om mijn tevredenheid erover uit te spreken dat bij het ministerie van Financiën de jongste maanden een zeer grote inspanning werd geleverd inzake de modernisering van de uitrusting. Er werden 160 computers ingeschakeld die de diensten moeten helpen bij het verwerken van het massale aantal gegevens die bij een fiscale administratie toekomen. Als ik al een opmerking zou maken, dan is ze van opbouwende aard. Ik wil alleen vragen dat voor het openbaar ambt in het algemeen en het ministerie van Financiën in het bijzonder, men niet zou vergeten dat een dergelijke investering parallel een bijzondere inspanning vereist voor de vorming, de bijscholing en eventueel de recyclage van het

personeel. Zelfs voordat de infrastructuur aanwezig is, moeten hiervoor de nodige initiatieven worden genomen zodat de apparatuur optimaal kan worden gebruikt.

Zoals ik reeds zei, zijn in een openbare dienst en in een bedrijf twee zaken belangrijk, namelijk de uitrusting en het personeel. Wat het personeel betreft, moet ik tot mijn grote spijt zeggen dat de toestand catastrofaal is. Men heeft in de voorbije jaren eigenlijk de kar voor het paard gespannen. Men had een heel serieuze inspanning moeten doen in de diepte om de doelmatigheid van onze openbare diensten te verbeteren. Men had, zonder de continuïteit van de diensten te schaden, de nodige maatregelen moeten treffen voor de vorming van het personeel. Het is evident dat het éne een zeer belangrijke weerslag heeft op het andere. Men heeft dit helemaal niet gedaan. Al vijf à zes jaren wordt een politiek gevoerd waarbij met een cumulatief effect jaar na jaar het aantal personeelsleden en de loonmassa verminderd worden zodat in heel wat diensten een reeks *points chauds* gecreëerd werd waar er een tekort is aan personeel en het overblijvende personeel om die reden de normale opdrachten niet meer kan vervullen met als gevolg klachten van de bevolking. Spijtig genoeg — en ik verwijs naar wat ik daarnet gezegd heb —, dreigt men dan gemakkelijk met privatisering. Dit gaat niet op. De regering vermeldt altijd opnieuw de mobiliteit als één van de middelen waarmee ze deze *points chauds* zal proberen op te lossen.

De heer Luyten. — Knelpunten.

De heer De Kerpel. — In verband met de mobiliteit is het echter bijzonder moeilijk om de vigerende onderrichtingen in toepassing te brengen. Men zal dan ook begrijpen hoe het komt dat het soms moeilijk is om bij een openbare dienst voldoening te krijgen. In dit verband wil ik de minister van Financiën citeren. De minister heeft in de commissie verklaard dat zijn ministerie van een personeelsbestand van 35 000 eenheden teruggevallen is op 31 000, wat een vermindering betekent van circa 11 pct. Met de voor 1987 geplande vermindering wordt dit zelfs 12 pct. In deze omstandigheden wordt het voor het resterende personeel bijzonder moeilijk om zijn taak naar behoren te verrichten.

Dit zijn beschouwingen van kwantitatieve aard, maar wij betreuren dat men ook nagelaten heeft en nalaat in het openbaar ambt een aantal kwalitatieve maatregelen te nemen. Wegens de complexiteit van het openbaar leven en meer speciaal wegens de complexiteit die voortspruit uit nieuwe wetten wordt de opdracht van het overheidspersoneel alsmäär moeilijker en worden de eisen alsmäär strakker. Onze doelstellingen hebben wij niet bereikt, allereerst omdat wij de jongste jaren getuige zijn geweest van een systematische afbraak van dat wat respectievelijk in de statuten-Camu en -Gilson was vastgelegd aangaande de kwalitatieve eisen bij aanwerving en bevordering. Bij aanwerving hebben systemen ingang gevonden waarbij men, onder het mom van diverse tewerkstellingscircuits in het tewerkstellingsbeleid van de regering, heel wat mensen in de administratie heeft geïntroduceerd zonder de minste verificatie van hun kwalitatief niveau.

Inzake de bevorderingen moeten eens te meer — het is een oude kwaal — de politieke benoemingen worden aangeklaagd. Voor de leidende ambtenaren van de openbare diensten die moeten omspringen met onze zuur gewonnen centen, zou echter de nadruk moeten worden gelegd op de beheerscapaciteiten van de betrokkenen. Op dit stuk is er geen vooruitgang en ik vrees voor de toekomst. Enerzijds hebben wij het nieuwe systeem van gesubsidieerde contractuelen dat vast en zeker uit sociaal oogpunt zeer positief is vermits het een beter sociaal statuut geeft aan mensen die voorheen met een slecht statuut waren opgezadeld. Anderzijds introduceert men bijna als het ware definitief duizenden personen in de gemeentebesturen, zonder dat zij het minste bewijs van kwalificatie moeten voorleggen. In de toelichting lees ik dat men het voornemen heeft om voor het openbaar ambt, benevens een aantal statutaire personeelsleden, een aantal contractuele personeelsleden in te schakelen. Terzelfder tijd blijkt uit de commissieverslagen dat men het voornemen heeft het systeem van de gesubsidieerde contractuelen uit te breiden van de gemeenten tot de openbare sector in het algemeen. Mijn ongerustheid ter zake is derhalve bijzonder groot.

Ik kom nu tot het tweede gedeelte van mijn uiteenzetting. Het betreft de armslag die de leidende ambtenaren — de ambtenaren op de hoogste niveaus, maar ook op de andere echelons — hebben om, in de hypothese dat zij over de nodige middelen beschikken, te kunnen doen wat moet worden gedaan. Het is nu reeds voor de derde maal dat in de memorie van toelichting voor de Rijksmiddelenbegroting sprake is van het verantwoordelijk maken van ambtenaren in overheidsdienst. Inzake de openbare ondernemingen spreekt men van de zogenaamde beheerscontracten

en voor de traditionele administraties, inclusief de gezagsadministraties, spreekt men van vooruitgangscontracten. Het idee om langs dit contract de verantwoordelijkheidszin van de ambtenaren aan te scherpen is een goed idee. Dit idee juichen wij reeds jaren toe maar tot onze spijt is er nog maar heel weinig van in huis gekomen, waarschijnlijk wegens de toepassing van het genummerd besluit 180 dat tot 31 december 1986 werd verlengd, waarbij alle onderhandelingen in de verschillende sectoren en in de openbare sector in het algemeen waren verboden. Wij hopen dat 1987 het jaar zal worden van de kentering. Vanaf 1987 *mutatis mutandis* wordt de mogelijkheid geschapen om in de privé-sector, per sector over conventies te onderhandelen. In de openbare sector zou men de gelegenheid te baat moeten nemen om zich rond de tafel te scharen en te bespreken wat er kan gebeuren. Men zou onderhandelingen moeten voeren, waarbij wij in elk geval de budgettaire «contraintes» niet uit het oog mogen verliezen. Men zou onderhandelingen moeten voeren waarbij, parallel met het interprofessioneel akkoord inzake de tewerkstelling in de openbare sector zou worden afgesproken wat kan en wat niet kan inzake de preciaire tewerkstellingssystemen.

Tenslotte moet men bij deze onderhandelingen eerlijk onder ogen zien dat de ambtenaren in België behoren tot de slechtst betaalde ambtenaren van Europa. Wanneer men spreekt van de ondoelmatigheid van de administratie, moet men ook oog hebben voor de correlatie tussen de slechte loonvoorwaarden waaraan onze ambtenaren werken, en de kwaliteit van de diensten die zij presteren.

Ik kan niet nalaten, mochten er toch onderhandelingen worden gevoerd, te vragen dat er rekening zou worden gehouden met de solidariteitsbijdrage die werd verlengd tot het einde van 1987 en die de toestand waarin de ambtenaren zich bevinden nog verslechterd, ik zou bijna zeggen op dezelfde wijze als men bij de definitieve afrekening van de belastingaangifte rekening houdt met de voorheffing.

Als besluit wil ik er in dit verband op aandringen dat precies zoals in de privé-sector en vanaf 1 januari 1987, in de openbare sector, werk zou worden gemaakt van onderhandelingen die moeten toelaten uit de impasse te geraken waarin wij de voorbije jaren zijn verzeild. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Minet.

M. Minet. — Monsieur le Président, c'est à nouveau comme médecin de famille que je viens vous faire part de mon sentiment dans une matière qui m'est familière et qui relève de mon travail quotidien.

Sombre journée pour ce pays! On se souviendra longtemps encore de cet arrêté du 29 octobre 1986. Quel aveuglement! Combien de décennies n'a-t-il pas fallu à nos gouvernants pour découvrir tout à coup l'intolérable fardeau, l'insupportable charge pour nos finances publiques que constitueraient nos invalides de guerre, anciens combattants et victimes des hostilités! Pour le gouvernement, semble-t-il, ils demeurent trop nombreux, ils tombent trop souvent malades. L'Institut national des invalides de guerre coûte trop cher.

Nous pouvions craindre, s'agissant de ce gouvernement si inventif, les innovations les plus originales, les solutions les plus audacieuses. Nous lui sommes déjà reconnaissants de ne pas encore avoir décidé la suppression, la liquidation pure et simple de ces encombrants citoyens que sont les invalides de guerre! Rien, en effet, ne doit nous surprendre de la part de nos gouvernants qui prétendent améliorer la santé publique, mais suppriment des milliers de lits d'hôpital, qui se flattent de favoriser la culture, mais démembrer, comme à Liège, les conservatoires, qui se vantent de promouvoir un enseignement de qualité accessible à tous, mais licencient des centaines de maîtres, qui proclament leur souci d'un service public efficace, mais le démantèlent.

Rien ne doit nous surprendre d'un parti qui se permet de donner cette année, des leçons de morale parlementaire, mais qui gouverne par pouvoirs spéciaux, et qui, de la sorte, décompose et détruit l'autorité du Parlement, le prestige de notre démocratie.

Les progrès des sciences et des techniques médicales, il est vrai, ainsi que les soins attentifs des médecins et des paramédicaux, ont maintenu en vie, jusqu'à ce jour, des milliers de prisonniers invalides de guerre. Mais, pour nos gouvernants, ils vivent trop vieux et, survivant en trop grand nombre, ils les énervent. Messieurs les ministres, prenez patience, soyez optimistes: les invalides et anciens combattants meurent, par dizaines, tous les mois. Dans un tout récent numéro d'une publication mensuelle des prisonniers de guerre, j'ai dénombré 180 décès. Faudrait-il donc qu'ils se décident à mourir plus vite? Je veux aussitôt rassurer ceux qui, parmi mes collègues néerlandophones, s'inquièteraient pour la

survie de leur électoral, en précisant qu'il y avait, parmi ces décès, 167 Wallons et Bruxellois. 180 décès par mois, serait-ce donc trop peu, monsieur le ministre, pour soulager votre angoisse? Serait-ce ici l'abus que vous leur reprochez? Vivant trop vieux, ces anciens combattants sont trop souvent malades, surconsommant les prestations médicales et les médicaments, sont trop souvent hospitalisés. Vous nous direz sans doute que tel médecin empoche plusieurs tickets pour une seule visite, ou que tel invalide peu scrupuleux refile un antibiotique à son petit-fils. Combien sont-ils? Une poignée, et les dispositions que vous prenez ne les empêcheront pas de frauder. Ce n'est donc pas ainsi que nous redresserons nos finances.

Venons-en à l'examen des mesures préconisées.

Malade, l'infortuné invalide devra payer de ses propres ressources, de sa pension donc, et son médecin de famille et son spécialiste. Ces sommes seront parfois considérables.

En effet, comme nous, plus que nous, les invalides de guerre survivants ont vieilli; ils ont vu leur santé, déjà gravement compromise par la guerre et la captivité, se dégrader rapidement. Les soins, les médicaments, les examens spéciaux, comme d'ailleurs les périodes d'hospitalisation, ne peuvent qu'augmenter en nombre, tout autant qu'en complexité technique. Souvent condamnés à garder la chambre ou le lit, après avoir gardé, tant d'années, le bain ou le camp, ils sont accablés à demander aux médecins de se déplacer jusqu'à eux, ce qui est frappé de lourds suppléments d'honoraires. Et ceux-là, dont la carrière a déjà été amputée de 5, 6 ou 7 ans, qui ont dû, dans la difficulté le plus souvent, recommencer ou entreprendre leurs activités professionnelles, ceux-là donc qui ont déjà tant perdu ou donné, vont être les victimes de cette réglementation.

Essayons d'apprécier, par un exemple, les conséquences de ces mesures gouvernementales et voyons la situation d'un grand malade assigné, si je puis m'exprimer ainsi, à résidence dans sa chambre. La visite hebdomadaire du médecin de famille coûtera au moins 25 mille francs l'an. Les interventions urgentes, le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche, entraîneront une dépense supplémentaire non négligeable que nous pouvons estimer à environ 10 mille francs par an. Mais l'invalide de guerre, c'est inévitable, doit recourir aux spécialistes, oculistes, internistes, particulièrement les pneumologues et les cardiologues. On ne se trompe pas beaucoup en considérant que les honoraires pour ce type d'intervention médicale vont s'élever, au bas mot, à une vingtaine de milliers de francs l'an. Ces frais seront remboursés, certes, mais quand et comment? L'invalide devra constituer un dossier et conserver les feuillets réglementaires, un par prestation médicale. Quand le total des honoraires dépassera 3 mille francs, il pourra les adresser à l'Inig. Il fera bien, pour éviter toute contestation ou erreur, de photocopier ses tickets médicaux et de les envoyer par de coûteux recommandés. Pensons à la difficulté pour lui, à cet âge, avec une santé boiteuse, une vue diminuée, de tenir ce dossier en ordre, sans rien égarer, de rédiger et d'envoyer les plis recommandés. Le remboursement, par chèque, de ces tickets sera tardif. En effet, il faudra attendre d'en avoir pour 3 mille francs au moins et finalement patienter encore trois mois, au minimum, avant que l'Inig règle son dû, car il s'agit bien d'un dû à charge de l'Etat, et sans intérêt. L'Etat pourra donc garder cet argent et l'utiliser pendant six mois au moins. Il s'agit de somme considérable. Il est vrai, que jusqu'ici elles étaient avancées par les médecins, et sans intérêts pour eux non plus. Ces sommes sont donc importantes puisqu'on estimait qu'en 1985 le montant total des honoraires des médecins de famille et des spécialistes s'élevait à 600 millions, pour ce qui concerne l'Inig.

Comme on a pu déjà le constater — je l'ai moi-même observé plus d'une fois —, le gouvernement traite avec bien plus d'égards ses amis banquiers nationaux et transnationaux que ses anciens combattants. Tous les médecins se rendront-ils involontairement complices de ce coup de force? Je ne sais. J'espère qu'il s'en trouvera plus d'un pour refuser de s'y prêter et pour maintenir l'ancien mode de remboursement, déjà injuste pour eux. Ce que je sais, c'est qu'il y en aura au moins un, je tiens à le dire, et rien ne pourra s'y opposer.

Il n'est point d'épines sans rose. Ce nouveau sacrifice des invalides de guerre servira l'emploi des jeunes. L'extrême complication administrative de ces remboursements alourdira, c'est certain, la tâche de l'Inig et de ses employés. Il paraît que 140 nouveaux employés seront recrutés. Les invalides de guerre se consoleront car, en toute équité, ces 140 nouveaux employés devront compter au moins 130 Wallons et francophones, ce qui reflète la proportion de notre communauté parmi les prisonniers de guerre.

Ne négligeons pas d'ajouter à ces frais la participation des invalides pour la part non remboursée des médicaments. A ce propos, nous

rappelons que plusieurs centaines de ces médicaments ont récemment été exclus des listes d'intervention de l'Inig. Voilà une dépense supplémentaire qui pourra s'élever quelque fois à 10 000 ou 20 000 francs l'an et même plus.

Venons-en aux frais d'hospitalisation. Je ne pourrais mieux dire que M. Etienne, administrateur général faisant fonction de l'Inig, qui écrivait aux directeurs d'hôpitaux: «L'Institut ne sera plus autorisé à prendre à sa charge les frais supplémentaires pour l'occupation d'une chambre à deux lits ou d'une chambre à un lit, ni les honoraires supplémentaires consécutifs au choix de cette chambre. Ces suppléments feront l'objet d'une facture distincte qui sera adressée au patient.» Qu'est-ce à dire? Le supplément pour le choix d'une chambre à un ou deux lits sera donc à la charge entière de l'invalide. Ce supplément peut dépasser jusqu'à mille francs par jour. Il faut y ajouter les augmentations d'honoraire que les médecins d'hôpitaux, les chirurgiens, les anesthésistes, les internistes peuvent légitimement exiger lorsque le malade est en chambre à un ou à deux lits. Ces suppléments peuvent s'élever à plusieurs dizaines de milliers de francs pour une hospitalisation.

L'invalide se tourne-t-il vers sa mutuelle, celle-ci ne l'aidera pas dans ces tristes circonstances. Envisage-t-il de se protéger par une assurance-hospitalisation moderne? Il est trop vieux ou trop malade déjà.

Ce n'est pas, hélas! la seule amputation qu'a subie l'invalide de guerre. Deux suppressions d'indexation de la pension d'invalidité ont entraîné un détournement de 350 millions par an dont il est toujours victime depuis 1983. L'élimination de 600 médicaments des listes de remboursement de l'Inig lui a fait perdre environ 325 millions l'an. C'est bien injustement frapper, bien durement humilier, celle ou celui qui a payé déjà de tant d'années de sa jeunesse des mille dangers auxquels il a échappé, des pans entiers de sa santé, qu'il a perdus. C'est terriblement maltraiter, celle, celui, qui a tant sacrifié de sa vie familiale ou professionnelle, celle ou celui qui a tout risqué pour la liberté, la dignité des siens, celle ou celui qui a barré la route, finalement, aux entreprises des nazis, de leurs sinistres collaborateurs, de leurs sombres acolytes qui aujourd'hui, pour leurs hauts faits, viennent nous réclamer une pension. Le voilà, citoyen de seconde classe, embêtant, coûteux, inutile, comme renié par son pays.

Et maintenant, comme le dit si joliment le poète, la jeunesse l'a fui, la jeunesse, voleur généreux qui ne lui laissa de droits que le droit d'aisance, et de seul argent que l'argent de ses cheveux, le voilà honteusement dépossédé d'une compensation, d'un droit que personne jusqu'ici n'avait osé lui disputer, lui contester! Serait-ce là, monsieur le ministre, votre merci, votre reconnaissance?

Ecoutons M. Léon Wilmotte, président du Fonds des barbelés, s'exprimant au nom des invalides de guerre: «Décidément, nos ministres nous prennent pour des démentés, incapables de voir clair dans leur jeu trouble. Veut-on saboter la démocratie? On ne s'y prendrait pas autrement si on voulait la démolir.» (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur les bancs Ecolo et Agalev.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, j'aimerais, si vous le voulez bien, intervenir sur le problème de la Régie des Voies aériennes.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

C'est en effet là, me semble-t-il, le premier cas de privatisation poussée d'une régie dans notre pays. Cette Régie, dès 1987, ne reçoit plus de subsides de l'Etat pour ses investissements. Cette décision apparemment purement budgétaire est lourde d'implications politiques.

L'annonce du projet de création d'une société anonyme *Brussels Airport Terminal Company*, par notre cher ministre M. De Croo est la conséquence du budget 1987 et est à placer dans un double contexte: 1° la décision de doubler la capacité de l'aéroport de Bruxelles d'ici l'an 2000, qui en est le prétexte; 2° l'arrêté royal n° 425 du 1^{er} août 1986 qui modifie le statut de la Régie des Voies aériennes et qui permet la création de cette société anonyme.

Je rappelle que le plan de masse de l'aéroport — c'est le nom donné à l'étude du consultant Burns and MacDonnell — prévoit d'augmenter la capacité de l'aéroport de 11,5 millions de passagers vers l'année 2005, soit un doublement. Pour ce faire, on investira plus ou moins dix-huit milliards dans l'aéroport.

Il est prévu une extension en trois phases sur à peu près vingt ans, en prévision de l'année 2005.

Il faut rappeler que la BBL avait été chargée d'une étude de faisabilité concernant la possibilité de créer une société immobilière mixte pour financer l'extension et la modernisation de l'aéroport et assurer son exploitation et sa gestion. La conclusion de l'étude de la BBL était évidemment positive.

Il faut se souvenir qu'à Val-Duchesse, il fut décidé que le crédit à l'article 61.01 — il s'agit du fonds spécial destiné à assurer le financement des dépenses de premier établissement, du renouvellement ou de la reconstruction — est limité à 483,2 millions de francs pour 1986 et est totalement supprimé pour 1987, de sorte que la Régie des Voies aériennes devient financièrement autonome.

A cette fin, les mesures suivantes furent prises: 1^o La Régie continuera à poursuivre sa rationalisation. 2^o Une formule de collaboration entre le secteur privé et le secteur public sera recherchée sous forme d'une société économique mixte, afin d'assurer le financement nécessaire à l'extension de l'aéroport de Bruxelles-National. 3^o Conformément à l'article 1^{er}, c, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, la Régie des Voies aériennes pourra, en vue de réduire ses dépenses, être déchargée partiellement de la mission qui lui fut confiée par l'article 1^{er} de son statut, à l'exception de l'obligation d'assurer la sécurité du trafic aérien dans les domaines du contrôle du trafic, de la protection météorologique des vols et de l'exploitation du réseau de télécommunications.

4^o L'arrêté royal 246, quant à lui, autorise la Régie des Voies aériennes, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, à s'associer avec une ou plusieurs personnes, physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, en vue de la construction, de l'aménagement, de l'entretien et de l'exploitation des aéroports et de leurs dépendances, ou à leur confier ces missions.

En cas d'association avec des tiers ou de cession à ceux-ci de certaines de ses activités, la Régie pourra conclure avec la société ou avec ces tiers un contrat par lequel elle affectera à ces activités, certains de ses fonctionnaires et agents. Ceux-ci conserveront leur statut d'agent de la Régie.

La société à laquelle participe la Régie ou les tiers auxquels elle a cédé des activités, peuvent être autorisés par arrêté royal à percevoir les droits, redevances et taxes qui se rapportent aux activités qui font l'objet de l'association ou de la cession.

A noter que cet arrêté royal permet aussi de se débarrasser des aéroports nationaux dont le déficit annuel se chiffre à environ 900 millions, alors que pour la Régie des Voies aériennes, Bruxelles-National permet 1,3 milliard de bénéfices.

5^o *Brussels Airport Terminal Company* sera une société anonyme dont l'introduction des titres en bourse est envisagée et qui se substituera à la Régie des Voies aériennes — qui garde uniquement sa mission de sécurité du trafic — pour gérer l'aérogare. *Brussels Airport Terminal Company* prendra en charge les activités techniques — la Régie des Voies aériennes agissant en qualité de sous-traitant rétribué — et l'exploitation des services commerciaux dans l'enceinte de l'aérogare.

6^o J'en viens aux problèmes communautaires. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, la constitution d'une société anonyme à Bruxelles-National implique que des cadres linguistiques ne sont plus nécessaires. On sait, en outre, que certains considèrent Bruxelles comme l'aéroport de Zaventem et le voient comme le pôle de développement le plus performant du pays, ce qui n'empêche pas le bourgmestre de Zaventem de revendiquer des compensations, par exemple pour le bruit des avions.

La création de *Brussels Airport Terminal Company* fait suite à une série de mesures de privatisation dans le secteur aéronautique, à savoir: la filialisation de la Sabena et son ouverture à du capital extérieur; la privatisation de la fouille des bagages à main, par exemple, par Sécuritéas, et la création de *Brussels Airport International* qui assure la promotion de l'aéroport en lieu et place de la Régie, qui lui, fournit les services, les locaux et autres.

Dans les milieux professionnels, on estime déjà que la privatisation de l'aérogare ne suffit plus et l'on propose d'aller plus loin: de privatiser tout à fait la Sabena et de la mettre en concurrence avec d'autres compagnies sur les destinations qu'elle dessert, c'est-à-dire d'amputer l'administration de l'aéronautique, qui délivre entre autres les autorisations et fixe les droits d'atterrissage, d'une part de ses prérogatives.

Nous avons donc à faire ici à une mesure de privatisation de tout notre secteur de l'aéronautique civile.

Certes, le transport aérien paraît être celui des riches mais, si l'opération réussit, on pourra l'étendre à d'autres secteurs — je suis certain qu'on le fera — comme ceux de la SNCB, de la Régie des Télégraphes et Téléphones et de la Poste, par exemple. D'ores et déjà, les économies à faire à la SNCB, outre les pertes de personnel, impliquent qu'on abandonne certaines activités ferroviaires. C'est le premier pas.

Ce lent grignotage est lourd de danger et risque de détruire totalement le service public. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Voorzitter, ik prijs mij gelukkig dat de minister van Financiën de regering vertegenwoordigt, want mijn uiteenzetting is voornamelijk tot hem gericht. Ik had mij namelijk voorgenomen mij vandaag te beperken tot een kritische commentaar op het ontwerp van genummerd koninklijk besluit betreffende het pensioensparen. De actualiteit van de jongste 24 uur brengt mee dat de Senaat de hoop mag koesteren maandag het zeer zeldzame voorrecht te genieten dat de regering uitleg zal geven over de aangepaste regeringsbeslissing vooraleer er uitleg zal worden verstrekt aan de media en aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Aangezien ik mijn betoog had voorbereid op basis van het ontwerp van koninklijk besluit dat begin december aan de pers werd voorgesteld, en aangezien wij nog niet weten in welke mate de regering rekening heeft gehouden met de kritiek van de Raad van State, zal ik nu enkel een aantal algemene beschouwingen geven en mij onthouden van meer technische opmerkingen. Indien wij trouwens *La Libre Belgique* van vandaag mogen geloven, heeft de Raad van State niet alleen zuiver vormelijke opmerkingen gemaakt, maar ook opmerkingen over de grond van de zaak. Naar verluidt zou een van de besluiten van de Raad van State betrekking hebben op het feit dat er, volgens dit rechtscollege, eigenlijk een parlementaire omweg zou moeten worden gemaakt om deze aangelegenheid op een ordentelijke manier te regelen. Terloops zij hier eveneens aangeklaagd dat de pers reeds inzage heeft kunnen krijgen van het advies van de Raad van State, terwijl het Parlement zal moeten wachten tot wanneer het genummerd koninklijk besluit rijp zal zijn om te worden gepubliceerd in het *Staatsblad*.

Op de vooravond van het feest van Sinterklaas, op 5 december jongstleden, en met een knipoog naar Sint-Valentijn, die zoals ieder jaar zal worden gevierd op 14 februari, heeft de regering, en meer bepaald haar ministers van Financiën en Begroting, aan de geprivilegieerden in onze samenleving een mooi geschenk aangeboden, dat eerst de naam kreeg van pensioensparen, nadien derde-leeftijdssparen werd genoemd en nu, naar verluidt, met beide benamingen tegelijk zal worden aangeduid. Dit is voorwaar een primeur in onze wetgeving. *L'Echo de la Bourse* van vandaag schreef trouwens dat men in deze zaak kon spreken van «se chatouiller pour se faire rire».

Het verzet van de christelijke bonden van de gepensioneerden, van de KWB, de LBC en, indien ik goed ben ingelicht, zelfs van bepaalde ministers van de regering heeft blijkbaar niet gebaat. De minister van Financiën heeft bij zijn toelichting aan de pers begin december in lovende bewoordingen gesproken over de spaarzin van de Belgen die een bemoedigend schouderklopje van de goede Sint best verdienen. En dan was er ook de wet-Cooreman-De Clercq, die zo nodig een opvolger moest krijgen, anders zou het kapitaal onstuitbaar ons land uitstromen. Hoewel de bankiers dan weer beweren dat een te lage rente op de staatsleningen die gevreesde kapitaalvlucht veel meer in de hand werkt of werkte.

De Senaatscommissie voor de Financiën had niet het voorrecht ter zake naar de uitleg van de minister van Sociale Zaken te mogen luisteren. De collega's van de Kamer mochten dat wel. Dit verklaart wellicht waarom wij in het verslag van de Senaatscommissie van regeringswege niets of zeer weinig hebben kunnen lezen over de beveiliging van het wettelijk pensioenstelsel.

Wat is de grond van de zaak?

Het pensioensparen moest er zo nodig komen omdat het wettelijk pensioensysteem over enkele jaren zwaar in de problemen dreigt te geraken. Vandaar de idee om een pensioenstelsel, ook al hoort men niet graag het woord «pensioen» daarbij gebruiken, te lanceren volgens de principes van de *self-service*... «On n'est jamais mieux servi que par soi-même», niet waar? Het gaat hier om responsabilisering en flexibiliteit gekleed in de retrostijl van de eigen individuele zwarte spaarkous, de renaissance van het aloude «appeltje voor de dorst» met een moderne stimulans van een fiscaal voordeel voor de betrokkene en, dus, een nieuwe fiscale uitgave voor de overheid. Waarschijnlijk is het te simpel

om zich daarbij af te vragen waarom de inspanningen van de Schatkist voor het pensioensparen niet konden worden aangewend om de wettelijke pensioenen meer zuurstof te geven.

Mag er nog even aan worden herinnerd dat de staatssubsidies voor de globale sociale zekerheid van 46,3 pct. in 1981 gedaald zijn tot 22,6 pct. in 1987, dus van 235 miljard tot 199 miljard? Tegelijkertijd wordt het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, en we weten vanwaar dat geld komt, feitelijk gebruikt om de financiële tegemoetkomingen van de Staat in de sociale zekerheid terug te schreeven.

Dit zijn geen zuivere oppositiekreten. In de commissie van de Kamer heeft kamerlid Johan De Roo onder meer beklemdoond dat het fundamentele probleem van de RSZ voor het komende jaar het gebrek aan ontvangsten zal zijn. Ook wees hij erop dat het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid reeds 10 pct. van de uitgaven kanaliseert naar domeinen die voorheen door de Staat werden gefinancierd, met name de bruggpensioenen en de werkloosheidsuitkeringen. Ook hij vond het benauwend dat de rijkssubsidies voor de RSZ, ten aanzien van de totale RSZ-uitgaven, gedaald zijn van 36,4 pct. in 1983 tot 22,4 pct. in 1987.

Laten we terugkomen op het pensioensparen. Ik wil eerst het ballonnetje doorprikken dat er absoluut een vervolg moest komen op de wet-Cooreman-De Clercq om een grote inzinking van de beurskoersen te voorkomen. De heer de Clippele heeft dit spookbeeld vandaag nog opgeroepen. Dat klinkt toch niet geloofwaardig.

Als we de regering moeten geloven, en waarom zouden we dat niet voor een keer doen, gaat het de ondernemingen toch voor de wind. Men maakt opnieuw winsten, men voert uit, men begint zelfs te investeren, weliswaar met een gering tewerkstellingseffect. En als we daaraan toevoegen dat de beurswereld zich blijvend kan verheugen over het onophoudelijke, zij het amechtige voortbestaan van de centrumrechtse regering, dan kunnen we concluderen dat er meer dan voldoende factoren zijn om de beurskoersen te ondersteunen. Trouwens, in het voorgestelde systeem van het pensioensparen moet slechts 30 pct. van de gestorte gelden worden belegd in Belgische aandelen. Men ziet dus...

Een ander punt: de minister van Financiën heeft in de Senaatscommissie sterk benadrukt dat de fiscale aftrek van 20 000 frank, of is het nu 40 000 frank, duidelijk is gericht op de grote massa van de spaarlustigen. Terloops werd dan verwezen naar uw antwoord, mijnheer de minister van Financiën, op een vraag van kamerlid Amsons waaruit bleek dat in 1985 niet minder dan 10 000 belastingplichtigen met een globaal belastbaar netto-inkomen van beneden de 250 000 frank hebben geïnvesteerd in het Belgische bedrijfsleven, reikhalzend naar de fiscale voordelen van de wet-Cooreman-De Clercq. Volgens de minister zijn dat mensen die financiële reserves hebben uit een vorige actieve periode.

Het is wellicht niet verboden te denken dat er medeburgers zijn die, met of zonder een bijzondere belastinginspectie, nog steeds de kunst verstaan op een eerder discrete manier inkomens te verwerven en financiële reserves op te bouwen.

Ik stel gewoon het volgende vast: de fiscale aftrekken voor het pensioensparen zullen worden toegepast op het belastbaar inkomen en niet op het bedrag van de belastingen zelf. Gevolg: gezien de progressiviteit van de belastingschaal, zullen de burgers met het hoogste inkomen het grootste belastingvoordeel genieten.

Van voordelen gesproken. Er zijn niet alleen de belastingplichtigen met financiële reserves die in hun handen kunnen wrijven. De financiële instellingen, zij het banken, spaarbanken, dus ook BAC, de Volksverzekering, de *Prévoyance sociale*, en CODEP, openbare kredietinstellingen en vooral de verzekeringsmaatschappijen, mogen erg tevreden zijn.

Een nieuw cliënteel biedt zich aan en een nieuwe markt ligt voor hen open.

Sommigen kunnen zelfs niet het geduld opbrengen om de publikatie van het desbetreffend koninklijk besluit in het *Staatsblad* af te wachten en voeren reeds duchtig reclame in de media, alsof het pensioensparen reeds een feit was. Men kan moeilijk beweren dat die reclamecampagnes getuigen van veel respect voor ons politiek systeem. Stel dat de regering eerstdaags struikelt — en volgens een gevlugeld woord van de Eerste minister kan dat iedere donderdag gebeuren — en het pensioensparen mag worden begraven. De reclamejongens zijn er dan aan voor hun moeite.

Laten we er geen doekjes om doen. Pensioensparen is de zoveelste stap in de richting van de privatisering van de sociale zekerheid.

Er duiken steeds meer vormen op van privé-verzekeringen, ook in de ziekteverzekering. Zelfs de ziekenfondsen — met inbegrip van het ziekenfonds dat vanmiddag zo erg werd aangepakt door de heer Valkeniers — voelen zich genoodzaakt aanvullende verzekeringen aan hun leden aan te bieden. Was het niet het thema van het jongste congres van de Landsbond van christelijke mutualiteiten?

Wat de pensioenen betreft, wordt door de zeer geïnteresseerde financiële instellingen rounduit paniek gezaaid. Het faillissement van de wettelijke pensioenen zou voor de deur staan. En de minister van Sociale Zaken, die wij hier toch ook graag aanwezig hadden gezien, heeft goed te protesteren en af te keuren, zoals hij heeft gedaan in de Kamercommissie maar niet in de Senaatscommissie, die afkeuring komt dan toch vrij laat en klinkt zelfs hypocriet. Wat doen die financiële instellingen immers anders dan handig inspelen op wat reeds in de regeringsverklaring te lezen stond in de zin van aanmoediging van de aanvullende pensioenvorming volgens de modaliteiten bepaald in wetsvoorstellen ingediend door prominente leden van de meerderheid, onder wie het toenmalig kersvers kamerlid, de heer Verhofstadt, tijdens de vorige legislatuur?

Ik zou minister Dehaene willen zeggen wat hij natuurlijk al lang weet maar misschien niet meer zo graag hoort, dat het stimuleren van private «sociale» verzekeringen, hoe dan ook, een bres slaat in de sociale zekerheid. Ik neem aan dat de regering hoopt dat het pensioensparen een groot succes wordt, anders begint men er niet aan. Als het pensioensparen goed aanslaat, dan is het toch evident dat de drang op beleidsniveau zal toenemen om van het wettelijk pensioen een minimaal basispensioen te maken dat gevaarlijk dicht in de buurt van het gewaarborgd minimuminkomen zal belanden: de droom van heel veel orthodoxe liberaliers.

Ik wil hier de voorspelling overnemen van mijn vriend Leo Mareynissen die, hoewel mijn vriend, al heel veel vriendelijke woorden aan de regering heeft besteed en die de dag na uw persconferentie, mijnheer de minister, in *Het Volk* heeft geschreven «dat het wettelijk pensioen van binnenuit wordt bedreigd door degenen die een vette groepsverzekering genieten, genoeg geld hebben om met fiscaal voordeel voor hun particulier pensioen te sparen en die uiteindelijk politiek-psychologisch niet meer bereid zullen zijn solidair bij te dragen voor hun wettelijk pensioen».

De druk zal inderdaad toenemen om de sociale bijdragen voor de wettelijke pensioenen te verminderen. De frontale aanval op het repartitiesysteem en het solidariteitsprincipe van het wettelijk pensioen is derhalve ingezet.

Mag ik hier misschien even één zinnetje voorlezen — het is een sprekend zinnetje — uit *L'Echo de la Bourse* van dit weekend waarin wordt aangehaald wat volgens hen de ware motivering is voor het pensioensparen. Ik citeer: «La pension légale se trouve devant des perspectives telles qu'offrir au public l'opportunité de se ménager l'avenir n'est assurément pas un luxe.» Minister Dehaene heeft dan wel gemeend een doekje voor het bloeden te moeten aanbieden door de extra-legale pensioenregelingen, in de vorm van groepsverzekeringen op ondernemingsvlak, als verworven rechten te laten vastleggen, ook bij uitdienststreding, maar het blijft een doekje voor het bloeden en dan nog wel een zeer selectief doekje. Lang niet alle werknemers werken in ondernemingen waar extra-legale voordelen worden toegekend. Het wordt meer en meer duidelijk dat met het opzetten van een systeem van een minimaal basispensioen, aangevuld met privé-verzekeringen, hele generaties van gepensioneerden in de knel zullen geraken. Zowel de huidige gepensioneerden als de toekomstige gepensioneerden die jaren hebben bijgedragen in het repartitiesysteem in de verwachting een normaal levenswaardig pensioen te ontvangen, zullen hun pensioen zien aftakelen tot een bijstandregeling. En zelfs als ze de financiële mogelijkheden hebben om een privé-pensioen op te bouwen, zullen ze niet moeten rekenen op de «back-service» die kenmerkend is voor het wettelijk pensioenstelsel.

Iedereen loopt het risico, zeker in deze tijd, zelfs senatoren, dat zijn leven anders verloopt dan men het zich gedroomd had. Door het ontbreken van een brede solidariteit wordt het individu uiterst kwetsbaar. Daarvoor is een bescherming nodig die de privé-verzekeringen onmogelijk kunnen bieden. De bochtenrijke geschiedenis van de beroepsziekten-verzekeringen biedt daarvoor een recent en frappant voorbeeld. Met het pensioensparen wordt de solidariteit niet alleen afgebroken, maar omgekeerd.

Zij die zich een privé-pensioen kunnen veroorloven krijgen er nog een fiscaal geschenk bovenop, en dat in een periode dat de belastingdruk op vervangingsinkomens en inkomens uit arbeid is toegenomen. En dan heb ik nog niet uitgelegd dat de fiscale winst groter wordt met de omvang van het inkomen. Dat was reeds het geval met het Monory-effect, als ik

tenminste professor Frank mag geloven in het door uw ministerie uitgegeven *Dokumentatieblad* van juli 1985, mijnheer de minister. En voor zover er nog mocht worden getwijfeld waar onze regering haar inspiratie heeft gehaald, wil ik een stukje voorlezen uit een cahier van de Beroepsvereniging van de verzekeringsondernemingen van 1984, maar ik neem aan dat het nog altijd geldt: «Het wettelijk stelsel moet evenwel zijn sociale betrachtingen aanpassen aan de financiële en economische mogelijkheden van het land. Daartoe moet het wettelijk pensioen gevoelig beperkt worden en mogen de huidige verbintenissen geenszins nog verzwakt worden. Het afgeslankte wettelijk pensioen kan weliswaar gedeeltelijk blijven steunen op het repartitiestelsel maar zou ten einde voor de toekomst de nodige reserves op te bouwen eveneens op een kapitalisatiesysteem gebaseerd moeten worden. Slechts op die manier kunnen de financieringsproblemen van de wettelijke pensioenen opgelost worden en zullen deze niet langer een bedreiging zijn voor de extra-legale pensioenen. Ten einde het financiële evenwicht van het wettelijk pensioen op lange termijn te waarborgen stelt de BVVO de hierna volgende maatregelen voor». Ik som er maar enkele op, maar zij zijn zeer sprekend: ten eerste, «de blokkering van de loongrens, die thans als basis dient voor de berekening van de pensioenen» dus minder solidariteit; ten tweede, «geen automatische herwaardering van de reële bezoldigingen voor de berekening van het pensioen»; ten derde, «de pensioenleeftijd voor mannen en vrouwen op 65 jaar brengen».

Waar het werkelijk om gaat is dus duidelijk: een basispensioen, dat lager zal moeten zijn dan het nu geldende minimumpensioen. Dat wordt dan aangevuld — naargelang men over de middelen beschikt, dat wil zeggen: met verbreking van de solidariteit — met een of andere vorm van privé-sparen, dat gedeeltelijk wordt gefinancierd door de overheid, een vorm van fiscale uitgaven, die haar eigen verplichtingen ten aanzien van de sociaal verzekerden voortdurend inperkt.

En de cirkel is rond. Zo worden in dit land, anno 1987, de Rijksmiddelen en de Rijksschuld begroot.

Ik heb me beperkt tot dit ene voorbeeld. U zal begrijpen, mijnheer de Voorzitter, dat het «Zalig Kerstfeest» en het «Gelukkig Nieuwjaar», die ook u straks *urbi et orbi* zult uitspreken voor velen in ons land een wrange bijmaak heeft. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Somers.

De heer Somers. — Mijnheer de Voorzitter, de bespreking van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1987 biedt mij de gelegenheid, bijzonder uw aandacht te vragen voor een probleem dat nu al zo lange tijd aansleept en waarover ik nu haast 13 jaar in het Parlement spreek zonder enig resultaat te bereiken. Ik weet wel dat men hierover liever niets meer zou willen horen omdat het te sterk aantoonde dat onrecht blijft bestaan en men toch zo graag de indruk wil verwekken dat men het onrecht uit de wereld helpt.

Het probleem waaraan deze regering, zoals vele andere regeringen, wil voorbijgaan is het probleem dat praktisch 41 jaar na de tweede wereldoorlog, de Belgische Staat geen consensus kan vinden om amnestiërende maatregelen te verlenen om de naoorlogse repressie en epuratie ongedaan te maken.

Het merkwaardig verslag van 14 november 1984 van de werkgroep van de Vlaamse Raad, belast met het opmaken van een inventaris van de sociale en menselijke gevolgen voor de slachtoffers van de oorlog, met name ook van de Spaanse burgeroorlog en voor de getroffen van de repressie- en epuratiwetgeving, toont aan hoe zwaar en onrechtvaardig de repressie nu nog toeslaat op veroordeelden, hun kinderen en kleinkinderen. De grote objectiviteit van dit verslag, goedgekeurd door kamerleden en senatoren van CVP, SP, PVV en VU, is onloochenbaar en niemand heeft ooit de besluiten ervan betwist.

Ondanks de aanbevelingen en ondanks de wettelijke beschikkingen die werden voorgesteld in de Vlaamse Raad, in Kamer en Senaat, werd sinds november 1984 geen enkele amnestiërende maatregel genomen en werd, behalve in de Vlaamse Raad, maar dan zonder enig concreet resultaat, geen enkele bespreking van verzoenende voorstellen mogelijk gemaakt!

Wij betreuren dat en we zijn geërgerd dat deze zinloze haatsituatie 41 jaar kan blijven duren en slechts weinige enige bekommering kunnen opbrengen om in eigen land onrecht ongedaan te maken, maar velen zich vrijblijvend inzetten om onrecht te bestrijden en verzoening te

prediken wanneer het gaat over onrecht dat in landen ver van hier wordt vastgesteld.

Ik ben de mening toegedaan dat men deemoedig moet zwijgen over onrecht en de rechten van de mens, indien men niet in staat blijkt onrecht in eigen land te bestrijden en men onverzoenlijk blijft ten aanzien van bejaarden van 65-70 jaar en hun nakomenlingen. In geen enkel land ter wereld kunnen we een gelijkaardige situatie terugvinden en het zou dan ook niet misstaan nederig te zwijgen over onrecht en leed dat individuen of volksgemeenschappen elders moeten ondergaan als we vaststellen dat men de ogen sluit voor wat na de oorlogsjaren aan onrecht in ons land is tot stand gebracht en dat men verbeteren, tegen beter weten in, wil in stand houden.

Bij het einde van het zogenoemde internationaal «Jaar van de vrede», 41 jaar na de oorlogsgebeurtenissen, mag verzoening, ook in ons land, geen ijdel woord blijven. In een geciviliseerd land moet de bereidheid bestaan om de laatste onredelijke overblijfselen van oorlog en bestraffing uit te wissen.

Mijnheer de Voorzitter, 41 jaar na de tweede wereldoorlog herhalen we opnieuw dat amnestiërende maatregelen nemen niet betekent dat we de collaboratie met de vijand goedkeuren noch dat we de uitwassen van een misbegrepen nationalisme willen vergoelijken. Evenmin willen we vergeten dat totalitaire regimes een gevaar betekenen voor de democratie, die we met alle middelen willen verdedigen omdat ze de grootste zelfontplooiing van de mens kan verwezenlijken en onvrijheid in een samenleving onmogelijk kan maken. We vragen geen vergeven van misdaden van gemeenrecht van individuen tijdens de oorlogsperiode begaan, al kan men hierover na 41 jaar vragen stellen.

We willen wel onrechtmatige vervolgingen en blijvende sociale en menselijke gevolgen van de repressie ongedaan maken. We vragen dat er amnestiërende maatregelen zouden worden genomen en dat men fouten zou vergeven die men heeft begaan in de verwarring van de oorlog, waarbij men — en dan vooral de kleine man — misleid werd door de valse schijn en men oprecht idealisme heeft misbruikt. Het betekent rechtsherstel voor hen die veroordeeld zijn louter omwille van hun overtuiging dat hun volk recht heeft op zelfbestuur. We willen eerherstel voor hen, die zonder reden in het repressieapparaat zijn terechtgekomen.

Dit doet uiteraard niets af aan de rechten van alle personen die op gevaar van hun leven en goed alles veil hadden om weerstand te bieden aan de bezetter. Verzoening in de weg blijven staan, vermindert evenwel de waarde van hun inzet. In vele gevallen begrijpen we hun verzet om emotionele redenen. We brengen daar meer dan begrip voor op. Onverzoenlijkheid ten opzichte van personen die onrechtmatig 41 jaar lang worden vervolgd, kan niet worden verantwoord indien men objectief de feiten onderzoekt. Het kan nooit de bedoeling zijn onrecht te laten bestaan. We rekenen op grootmoedigheid om met objectieve gegevens rekening te houden.

Mijnheer de Voorzitter, sinds de publikatie van het verslag van de Vlaamse Raad over de problemen die we hier bespreken, zijn meer dan twee jaar verlopen. De regering nam ter zake geen enkel initiatief en maakt er zich vlot vanaf door te verklaren dat hierover niets in de regeringsverklaring staat. Dat is dan te betreuren, zeker wanneer men weet dat de regeringen-Martens elkaar geregeld opvolgen en men steeds nieuwe akkoorden heeft gesloten. De interesse van de regeringspartners voor deze problematiek is dan ook zo groot, dat men deze kwestie niet eens ter sprake brengt... De gevolgen van de repressie en epuratie verwijzen naar de raden en beweren dat daar de verantwoordelijkheid ligt, is totaal onjuist. De Raad van State heeft bij de beoordeling van een voorstel van decreet, dat slechts een klein onderdeel van deze kwestie behandelt, een duidelijke uitspraak gedaan: «De raden zijn onbevoegd!» en ook hier verschuilen de regeringspartners zich achter hun onbekwaamheid om iets te moeten ondernemen.

Het probleem blijft dus onbesproken: er is niets fundamenteels veranderd, tenzij het aantal personen die nog op gerechtigheid wachten. Dat aantal vermindert met de jaren ... omdat de getroffen overlijden. Het wordt dus op een typisch Belgische wijze afgehandeld zoals andere netelige vraagstukken: wachten en nog eens geduldig wachten tot het probleem zichzelf oplost.

Wij kunnen ons bij deze gang van zaken niet neerleggen! Indien de regering en de raden niet in staat zijn, na 41 jaar, repressie en epuratie ongedaan te maken, verwachten we dat men minstens de voorstellen om

amnestiërende initiatieven te nemen, echt zou bespreken. We hopen dat de regering haar bereidheid daartoe zal tonen.

We verwachten ook dat de regering niet langer een veto uitspreekt tegen de voorgestelde wettelijke bepalingen en men minstens objectief zou onderzoeken welke stappen er kunnen worden gedaan om de onredelijke overblijfselen van oorlog en bestraffing uit te wissen.

Voor het overige, geachte minister en collega's, wensen we u een zalig Kerstfeest, een feest van vrede en verzoening. We hopen dat de menselijke warmte van de eindejaarsfeestelijkheden ertoe kan bijdragen snel een einde te maken aan een situatie van vervolging, die niet de minste zin heeft en waardoor ons land kampioen blijft in de meest onverzettelijke haatbeoefening die we nergens ter wereld kunnen terugvinden. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. Péciaux. — Allez présenter vos vœux de Noël dans ces conditions, monsieur Somers, aux anciens prisonniers de guerre! Je suis outré.

M. le Président. — La parole est à Mme Coorens.

Mme Coorens. — Monsieur le Président, j'aurais aimé poser quelques questions et apporter quelques réflexions personnelles à propos du budget de la Santé publique de 1986. Hélas, il me faut ronger mon frein et intervenir brièvement sur le budget des Voies et Moyens de 1987 où la santé publique ne brille pas sous les feux de l'actualité. En effet, le budget est complexe, et les problèmes de la dette, de l'enseignement, de l'emploi, du chômage me semblent prioritaires. Entre-temps le ministre de la Santé publique continue sa politique néfaste pour la population et introduit de plus en plus une médecine à deux vitesses : celle des pauvres et celle des riches.

Vous n'entrez plus dans un hôpital ou chez un médecin spécialiste sans qu'on vous demande si vous avez une assurance complémentaire, tant les gestionnaires d'hôpitaux et les spécialistes sont gênés de faire payer aux patients des sommes rondelottes que les mutuelles ne rembourseront qu'en partie. De plus en plus, il faudra avancer l'argent pour se faire soigner. Les mutuelles l'ont si bien compris que la plupart ont déjà, à juste titre d'ailleurs, créé des bureaux de remboursement dans divers hôpitaux et cliniques ce qui aggrave encore leurs frais administratifs, vu la suppression du tiers payant en consultation médicale privée, en consultation à l'hôpital ou en polyclinique.

Le médecin généraliste se sent de plus en plus désarmé, tiré à hue et à dia par le nombre croissant de jeunes médecins installés qui ne gagnent même pas le minime, apitoyé par tous ces malades qui seront, en 1987, dans l'impossibilité de payer les examens médicaux, les radiographies, les prises de sang. Il croit revenir au temps du médecin de campagne si bien décrit par Balzac et il se demande si, dans cette réalité combien cruelle, la prévention et la publicité faite pour le retour aux soins à domicile sont encore de mise.

D'un côté, on ferme des lits d'hôpitaux et, de l'autre, on pénalise la médecine à domicile.

N'y-a-t-il donc pas tout simplement dans le chef du ministre un sentiment destructeur qui le pousse, par le démon des économies qui l'habite, à casser l'outil médical dans ce pays?

De même, les pharmaciens consultent fiévreusement leurs livres de remboursement tant cela change chaque semaine, mais hélas, la liste des médicaments non remboursés continue à s'allonger et, déjà, nous retrouvons des petits enfants à l'hôpital car leurs parents trop pauvres n'ont pu les faire soigner à temps.

La paupérisation est en train de s'installer, et pourtant le gouvernement semble sourd à cette évidence. Je n'en veux pour preuve que le fonds d'aide sociale qui est amputé de 225 millions, alors que le nombre des aides augmente.

De même, l'ONE est raboré de plus en plus; on vient de lui imposer 248 millions d'économie cette année et, déjà, le remplacement des infirmières et des assistants sociaux est compromis.

J'évoquerai pour mémoire le problème posé aux PMS et la diminution de l'allocation lors du second mois de repos d'accouchement. Ce sont bien là des mesures qui ne privilégient pas l'enfant et la famille, malgré les slogans clamés sous Martens V et Martens VI.

Les mesures envers les hôpitaux sont rudes et souvent linéaires. Ceux-ci ont pourtant fait des efforts pour assainir leur situation financière. De cela, nous ne pouvons que nous réjouir. Cependant, à force de presser le citron, que va-t-il en rester? C'est la question que je me pose quand je parcours les derniers arrêtés royaux concernant les lits V. Je suis

particulièrement sensibilisée à ce problème et je crains que certaines personnes âgées, malades, certes, mais ne répondant pas à tous les critères demandés, ne se retrouvent à la rue, parce qu'elles ne pourront entrer dans une maison de repos ou de soins étant donné que la famille ou le CPAS ne sera plus en mesure d'intervenir, faute d'argent. Les CPAS de nos communes se trouvent, en effet, dans une piètre situation et ce ne sont pas les économies imposées aux communes qui amélioreront ces conditions. L'Union des villes et communes connaît si bien le problème qu'elle a décommandé la journée de fête de son 150^e anniversaire et l'a transformée en journée de protestation. Hélas, ce sont souvent des vœux pieux que cette estimable organisation, ainsi que les bourgmestres de nos villes et communes, émettent.

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut point entendre! Les victimes de la guerre ont, notamment par la voix de la FNAPG — Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre — à nouveau revendiqué, en cette fin d'année, les droits qui leur reviennent et les promesses qui leur ont été faites depuis quelque temps déjà. Hélas, comme sœur Anne, elle ne voit rien venir. Mais ce qui me paraît pour le moins malheureux, si pas révoltant dans toute cette affaire, c'est l'idée, que je qualifierai de saugrenue et de discriminatoire, selon laquelle les victimes de la guerre possédant le carnet de l'Onig — transformé il y a quelque peu en Inag, Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre — devront, à partir du 1^{er} janvier 1987, payer aux médecins le prix total de la consultation et de la visite pour n'être remboursés que quelques mois plus tard; on leur conseille d'ailleurs, cyniquement, de collecter plusieurs prestations de soins.

D'un statut privilégié reconnu par tous étant donné les sacrifices consentis par les membres de l'Inag, on passe donc sans coup férir à une situation qui pénalise durement ceux-ci. Certains abus ont pu, en effet, être commis, mais ils représentent peu de chose à côté de l'immense majorité de médecins et des victimes de la guerre ayant consciencieusement complété leurs attestations de soins.

J'ose espérer que le gouvernement reverra sa position, car j'y vois une véritable provocation envers les 65 000 Wallons qui ont souffert au cours des deux guerres mondiales.

Le pouvoir d'achat des anciens prisonniers de guerre a diminué, comme celui de toute la population et c'est faire bon marché de la bonne volonté de ces braves que de leur faire acquitter des sommes que l'Etat, mauvais payeur comme on sait, leur ristournera un semestre plus tard, si tout va bien.

Certains ne pourront plus se faire soigner. Je pense tout particulièrement aux handicapés qui devront payer de lourdes factures médicales, alors que leur revenu est à peine plus élevé que le minimum vital.

Il faut absolument que le gouvernement se penche à nouveau sur ce problème. Une société qui oublie ses anciens est une société qui coupe ses racines et dont l'avenir sera, lui aussi, gravement amputé.

Vous parlez sans cesse d'informatique et de banques de données, ce qui est fort souhaitable, je le reconnais, dans une Belgique qui s'est ouverte bien tard à la statistique.

Aussi j'espère que, dans quelque temps, après avoir enregistré les effets néfastes de votre politique de santé, vous pourrez sans fausse honte faire marche arrière.

Nous sommes actuellement dans un pays appauvri, rongé par le chômage, et qui demande tous les soins, au propre comme au figuré. Ce n'est pas en rabaissant sauvagement le budget de la Santé publique, en infligeant un impôt de 28 194 francs à deux chômeurs cohabitant, qu'on retrouvera un peuple sain et bien portant.

La recherche scientifique tout comme la médecine étaient deux fleurons de ce pays; à coups de hache, vous êtes en train de couper les branches vives de notre potentiel scientifique. Craignez les retombées de cette politique. Elle n'est pas digne de XXI^e siècle qui va bientôt voir le jour! (*Applaudissement sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, mes chers collègues, je ne vais pas refaire aujourd'hui le même discours que celui que je tenais à cette tribune il y a à peine quinze jours, lors du débat relatif à la confirmation des arrêtés numérotés pris concernant l'Education nationale dans le cadre des pouvoirs spéciaux.

Le budget des Voies et Moyens pour l'année 1987 n'est, en effet, que la traduction chiffrée des décisions malheureuses, profondément injustes de Val-Duchesse.

Je ne vais plus énumérer les nombreuses mesures d'économie qui frappent notre enseignement.

J'attendrai la communication gouvernementale annoncée par le ministre du Budget lors de l'examen du budget des Voies et Moyens en commission des Finances, mentionnée à la page 43 du rapport, prévue pour début janvier et qui comportera une première évaluation du plan Sainte-Anne.

Je suppose que, d'ici là, le ministre du Budget sera également en mesure de me renseigner à propos de la rumeur selon laquelle il y aurait un dépassement de 3 à 4 milliards en 1986 pour le seul secteur francophone de l'Education nationale.

En attendant ses précisions chiffrées, je voudrais vous faire part de quelques réflexions personnelles suscitées par les événements et prises de position de ces derniers jours.

Comme beaucoup, j'étais loin de penser, le 5 décembre dernier, lors de mon intervention à cette tribune, qu'en un laps de temps aussi court, nous assisterions à tant de volte-face, à tant de déchirantes reconversions idéologiques au sein d'une majorité qui n'est plus que parlementaire.

Il aura suffi d'une simple, calme et digne promenade médiatique de nos universitaires pour que des démons agitent en tous sens quelques éminents « décideurs », pris au piège de leur superbe.

Lorsque le président du PSC en personne s'empare d'une tribune libre du journal *Le Soir* qu'il baptise *La charnière*, il laisse pantois un grand public encore subjugué, il y a moins d'un an, par des épousailles retentissantes entre son parti et le PRL. Du côté de la rue des Deux-Eglises, on voudrait prendre à témoin l'opinion publique d'un flagrant délit d'adultère, qu'on ne ferait pas mieux. Le propos ne souffre aucune ambiguïté.

J'en prends un échantillon suggestif.

A propos de Val-Duchesse, M. Deprez parle, comme je l'avais souligné voici quinze jours, de « mesures budgétaires excessives dans leur ampleur, improvisées dans leur contenu et sans prise en compte de leur impact réel sur le plan pédagogique » ou encore, parlant des réactions de la communauté éducative, de « refus de céder à la pression idéologique d'une droite cherchant à remettre en cause les acquis de la rénovation de l'enseignement et tentant de réintroduire dans l'école les mécanismes traditionnels de la sélection élitiste »...

Plus loin, je lis : « L'offensive idéologique conduite par des néo-libéraux agressifs se heurte à l'opposition organisée, mais sereine et pacifique, des nouvelles générations davantage captivées par les valeurs que par les slogans. » Et M. Deprez de conclure : « C'est une belle leçon que la société civile a donnée aux idéologies simplistes de quelques décideurs. » La « charnière » grinçante du président du PSC n'annoncerait-elle pas une « curée » prochaine ?

L'histoire connaissait déjà une journée des dupes. La Pentecôte 1986, loin d'apporter l'esprit pacificateur au gouvernement Martens-Gol, sera retenue pour avoir été la semaine des amnésiques car, en fin de compte, qu'il s'agisse de déclarations de MM. Deprez, Gol ou Damseaux, à les croire, c'est contre leur volonté que fut élaboré le plan de Val-Duchesse ! M. Gol ne prétend-il pas que le PRL n'est pour rien dans les mesures de Val-Duchesse touchant les universités et la recherche scientifique et qu'« il fit souvent barrage de son corps contre certaines réductions du financement des universités et de la recherche scientifique » ? Quel geste touchant !

Le vice-premier ministre est fin manipulateur : après les coups, la pommade, telle est sa recette. Ne s'échine-t-il pas déjà à diviser la contestation estudiantine en avertissant les étudiants francophones des revendications communautaires de leurs homologues flamands ?

La fermeté des ministres francophones ne serait-elle pas une garantie suffisamment fiable ?

Les étudiants, eux, ne sont pas dupes des manœuvres de récupération d'un PRL, agacé de voir le PSC essayant de leur faire porter le chapeau.

Comme l'écrit *La Cité*, nombreux sont les étudiants qui dénoncent les manœuvres cauteleuses de ceux qui feignent de ne plus se souvenir qu'ils étaient à Val-Duchesse. Ceux-là même ne disaient-ils pas à l'époque, et d'une voix unanime, qu'ils avaient fait preuve de courage et de responsabilité ?

Si je parle plus longuement aujourd'hui du sort des universités, c'est pour montrer l'incohérence des mesures gouvernementales sachant que la Belgique occupait déjà une peu reluisante onzième place au sein de la

CEE en matière de politique de la recherche scientifique. Pourquoi a-t-on, sans la moindre hésitation, rayé d'un trait de plume le plan Maystadt ?

Comment ne pas s'émouvoir des réactions des recteurs dont les universités ont fait, depuis 1982, d'immenses efforts d'assainissement pour se voir aujourd'hui privées des moyens essentiels à la poursuite de leurs projets ? Le 30 mai dernier, M. Bodson, le nouveau recteur de l'Université de Liège et ancien chef de cabinet du ministre Bertouille, accusait le gouvernement d'avoir pris deux décisions négatives : la non-indexation des allocations aux universités et la diminution de moitié des allocations sociales. Dans ces conditions, concluait-il, le plan d'assainissement, dit plan de sept ans, ne peut plus être respecté.

« Handicaper les jeunes, c'est assassiner la nation. » Tel est le cri d'alarme des recteurs, des scientifiques et des étudiants. Le rapport sur la formation universitaire et l'emploi présenté en 1985 par les services de Programmation de la Politique scientifique montre que nous manquerons tragiquement d'universitaires : 39 p.c. seulement de ce qu'on est en droit d'attendre.

C'est bien pourquoi le gouvernement se trompe. Ses mesures budgétaires aveugles éliminent les économiquement faibles, alors même que l'intérêt supérieur de la nation commande d'élargir le champ de recrutement de nos cerveaux. Et il n'est alors d'autres voies qu'une réelle démocratisation de l'enseignement. C'est à ce prix que la Belgique peut espérer échapper aux oubliettes du progrès.

Je suis de ceux qui ne partagent pas les espoirs béats du ministre du Budget de voir la recherche scientifique prise en charge par le privé. Même s'il est certain que, pour des projets ponctuels, nos entreprises sont désireuses de coopérer avec les universités, qui subventionnera la recherche fondamentale dans tous les domaines, sachant bien qu'elle ne permet pas d'espérer une rentabilité immédiate ? D'ailleurs, une part importante des entreprises belges susceptibles d'aider la recherche, connaissent elles-mêmes des difficultés ou s'applique une rationalisation technologique coûteuse.

Par ailleurs, l'implication du privé pourrait empêcher l'université de déterminer elle-même sa politique de recherche au nom, je le répète, de critères de rentabilité immédiate.

Il me paraît significatif de rappeler ce que disait le recteur Betz de l'Université de Liège à sa sortie de charge en 1985. « Le dénigrement de l'université est chose courante et on ne lui ménage pas les sarcasmes quand on n'a pas besoin d'elle. Ayons conscience que le plus souvent, c'est au sein même de notre institution que naissent ces attaques, reflets de l'amertume et de l'égoïsme. »

Malheureusement, il ne pouvait alors se douter de la versatilité de ceux-là même qui ont mis à mal notre enseignement sans offrir le moindre projet éducatif sérieux, capable d'emporter l'unanimité au-delà des clivages philosophiques ou sociaux.

Décidément, notre jeunesse a raison de croire qu'elle est mal aimée du pouvoir.

Quelle que soit la part de l'Education nationale dans les dépenses globales de l'Etat, la réduction de moyens est évidente. Par exemple, l'enseignement de la deuxième langue à l'école primaire souffre de l'impossibilité de recruter de fantomatiques stagiaires. Pourquoi, dès lors, ne pas accepter l'engagement de CST ou de CMT. J'attends une réponse à ce sujet. Elle m'a été promise en commission des Finances pour la séance publique. L'année scolaire est déjà bien engagée sans qu'une solution y soit apportée.

Je regrette vivement que ces questions traduisent un cruel état d'improvisation qui n'a de cesse d'exaspérer l'opinion publique de ce pays et, en particulier, la communauté éducative, privée depuis toujours de la concertation attendue.

Pendant de longs mois, le sentiment profond et bien inconscient d'une partie de la population qu'il n'y aurait de rédemption que dans de douloureux sacrifices a prévalu. En persuadant que les trois quarts de l'austérité appartenait au passé, le gouvernement a abusé de sa confiance. Son incurie budgétaire en est la preuve.

En guise d'ultime avertissement, il me paraît tout indiqué de rappeler la formule d'Abraham Lincoln : « Il est possible de tromper une personne tout le temps, il est possible de tromper tout le monde pendant un temps, il est impossible de tromper tout le monde tout le temps. » (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Je propose au Sénat d'ajouter à son ordre du jour du lundi 22 décembre 1986 le projet de loi modifiant l'article 18 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres. La commission des Finances propose que ce projet fasse l'objet d'un rapport oral et les présidents de groupe ont déjà marqué leur accord. Je présume qu'il en va de même au Sénat. (*Assentiment.*)

Je communique, en outre, que deux réunions de commission ont été annoncées, par erreur, pour lundi après-midi. Ces réunions n'auront pas lieu.

We zullen het debat maandag, 22 december 1986, te 10 uur hervatten. Er zijn nog 14 sprekers ingeschreven.

Les réponses des ministres peuvent être prévues à partir de 16 heures environ.

L'examen des trois autres projets de loi inscrits à notre ordre du jour sera ensuite abordé.

Quant à l'heure à laquelle interviendra le vote final, je n'ose me prononcer, disons entre 21 heures et minuit. (*Sourires.*)

PROJET DE LOI — ONTWERP VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Le gouvernement a déposé un projet de loi contenant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions pour l'année budgétaire 1986.

De regering heeft ingediend een ontwerp van wet houdende de begroting der Dotaties aan de Gemeenschappen en aan de Gewesten voor het begrotingsjaar 1986.

Ce projet de loi est renvoyé à la commission des Finances.

Dit ontwerp van wet wordt verwezen naar de commissie voor de Financiën.

Le Sénat se réunira le lundi 22 décembre 1986 à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw maandag 22 december 1986 te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 18 heures.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 18 uur.*)